

**CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES
GÉRÉES PAR LE HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES
POUR LES RÉFUGIÉS**

**ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS
de l'année terminée le 31 décembre 1982
et
RAPPORT DU COMITÉ
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-HUITIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 5 E (A/38/5/Add.5)



NATIONS UNIES

New York, 1983

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

[8 juillet 1983]

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
LETTRE D'ENVOI	v
I. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	1
II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	8
III. COMPTES DE L'ANNEE TERMINEE LE 31 DECEMBRE 1982	9
<u>Etat I.</u> BILAN AU 31 DECEMBRE 1982	10
<u>Etat II.</u> RECETTES ET DEPENSES DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 1982 - ENSEMBLE DES FONDS	11
Annexe à l'état II. AUTRES PROGRAMMES SPECIAUX ..	12
TABLEAUX RELATIFS AUX COMPTES	
<u>Tableau 1.</u> ETAT DES CONTRIBUTIONS DE GOUVERNEMENTS AU 31 DECEMBRE 1982 - ENSEMBLE DES FONDS	14
<u>Tableau 2.</u> ETAT DES DONS DE SOURCES PRIVEES AU 31 DECEMBRE 1982 - ENSEMBLE DES FONDS	19
<u>Tableau 3.</u> PROGRAMMES GENERAUX DU HAUT COMMISSARIAT. Programme annuel pour 1982 : allocations et dépenses	23
<u>Tableau 4.</u> PROGRAMMES GENERAUX DU HAUT COMMISSARIAT. Fonds extraordinaire : dépenses en 1982	37
<u>Tableau 5.</u> PROGRAMMES SPECIAUX DU HAUT COMMISSARIAT. Disponibilités et dépenses en 1982	39
I. Compte d'éducation des réfugiés	39
II. Vente de disques et réserve pour les campagnes d'appel de fonds	41
III. Autres programmes spéciaux	42
<u>Tableau 6.</u> ETAT DES PROJETS D'EXERCICES ANTERIEURS AU 31 DECEMBRE 1982 - ENSEMBLE DES FONDS. Engagements réglés et engagements non réglés par pays/zone et opération	52
<u>Tableau 7.</u> ETAT DES ENGAGEMENTS AU 31 DECEMBRE 1982 - ENSEMBLE DES FONDS	58
Annexe au tableau 7. ETAT DES ENGAGEMENTS AU 31 DECEMBRE 1982 - AUTRES PROGRAMMES SPECIAUX	59

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
<u>Tableau 8.</u> PRETS ACCORDES A DES REFUGIES OU EN LEUR FAVEUR ..	61
<u>Tableau 9.</u> PLACEMENTS AU 31 DECEMBRE 1982	62
Annexe au tableau 9. ENCAISSE ET PLACEMENTS : 1978-1982	64
IV. EXPOSE DES POLITIQUES COMPTABLES FONDAMENTALES APPLICABLES AUX CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES GEREES PAR LE HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES	65

LETTRE D'ENVOI

Le 24 juin 1983

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre les états financiers, au 31 décembre 1982, concernant les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Ces états ont été examinés par le Comité des commissaires aux comptes et ils sont accompagnés de l'opinion du Comité.

Je vous adresse en outre le rapport du Comité sur les comptes de l'année 1982 relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le premier Président de la Cour des
comptes de Belgique,

Président du Comité des Commissaires
aux comptes de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) H. VREBOS

Monsieur le Président de l'Assemblée
générale des Nations Unies
New York

I. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Introduction

1. Conformément au paragraphe 22 du statut du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les comptes de l'année terminée le 31 décembre 1982 relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
2. La vérification a été effectuée conformément à l'article XII du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et à l'annexe audit règlement et conformément aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. La vérification a été effectuée au siège du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Genève et aux bureaux extérieurs du Haut Commissariat au Pakistan, en République-Unie du Cameroun, en Somalie et au Soudan.
3. Conformément à sa pratique habituelle, au cours de l'année considérée, le Comité des commissaires aux comptes a de nouveau présenté les résultats de vérifications précises et a envoyé à l'Administration un certain nombre de lettres contenant des conseils de gestion détaillés. Il a ainsi pu continuer à maintenir un dialogue suivi avec l'Administration et appliquer la conception de vérification de systèmes qu'il a décidé d'adopter à l'égard de tous les organismes du système des Nations Unies dont il est chargé de vérifier les comptes.
4. Le Comité des commissaires aux comptes a noté avec satisfaction que l'Administration s'était saisie promptement des questions qui avaient été portées à son attention et qu'elle s'efforçait sans cesse d'améliorer la gestion financière et les systèmes de contrôle au Haut Commissariat. Ses observations visent à aider l'Administration à concevoir et mettre en oeuvre de nouvelles améliorations et l'on trouvera ci-après un exposé des principales questions soulevées à l'occasion de la vérification des comptes de 1982. Ces questions ont été examinées avec l'Administration, dont les réactions sont mentionnées selon qu'il convient.

Résumé des conclusions

5. Notre vérification a révélé que le contrôle budgétaire des bureaux extérieurs devait être renforcé.
6. Nous avons également constaté que les comptes mensuels de certains bureaux extérieurs étaient soumis en retard et que dans certains cas les règles et instructions en vigueur en matière de paiements à effectuer par les bureaux extérieurs n'avaient pas été respectées. L'examen des méthodes de gestion des liquidités de plusieurs bureaux extérieurs a fait apparaître que dans certains, le montant des liquidités dépassait parfois celui des avances temporaires, alors que dans d'autres le niveau insuffisant de ces liquidités avait entraîné des découverts. Nous avons en outre constaté qu'en matière de gestion, de contrôle et de recouvrement des prêts arrivés à échéance consentis aux réfugiés, les responsabilités n'avaient pas été clairement définies.

7. Nous avons de plus relevé plusieurs cas où, en raison de l'absence de planification des achats, des biens étaient devenus excédentaires, certains s'étant détériorés et l'entreposage d'autres avait entraîné des dépenses importantes. Nous avons également constaté que dans certains cas, le Haut Commissariat avait subi des pertes parce que des fournisseurs n'avaient pas livré les quantités prévues, ou que des contrats ne comportaient pas de clauses pénales, ou que les fonctionnaires des bureaux extérieurs du Haut Commissariat n'étaient pas partout associés aux opérations d'achats et de distribution. Par ailleurs, dans certains cas, les indemnités dues pour compenser les dommages subis par des marchandises en transit du Haut Commissariat n'avaient pas été recouvrées auprès des assureurs.

8. Durant l'examen de l'état d'avancement des projets, nous avons constaté que dans plusieurs cas, les dépenses au titre des projets ne faisaient pas l'objet d'un contrôle suffisant et ne correspondaient pas aux allocations, qu'il y avait des retards dans l'exécution des projets et que l'insuffisance des études de faisabilité et l'élaboration inadéquate des budgets des projets avaient abouti à des dépassements de crédits. Dans certains cas, des biens non consomptibles nécessaires aux projets s'étaient détériorés et étaient devenus inutilisables faute d'un contrôle adéquat. En outre, le contrôle de certaines activités entreprises au titre des projets n'était pas satisfaisant, les agents ou départements chargés de l'exécution ne soumettant pas d'états ni de rapports périodiques.

Contrôle budgétaire

Contrôle des allocations

9. Durant l'examen du budget d'administration des bureaux extérieurs, nous avons noté que dans plusieurs cas, les crédits alloués avaient été dépassés ou que des dépenses avaient été engagées sans allocations correspondantes, et que le montant des crédits inutilisés demeurait élevé.

10. Nous avons recommandé, en vue de faire du budget un instrument efficace de gestion financière, de mettre en place des méthodes de contrôle du budget et d'administration plus adaptées et d'établir le budget d'une façon plus réaliste.

11. Tout en souscrivant à notre recommandation, l'Administration a fait valoir que des circonstances imprévues conduisaient parfois à certains écarts budgétaires.

Contrôle comptable

Comptes mensuels des bureaux extérieurs

12. Notre vérification du système de contrôle comptable a fait apparaître qu'il arrivait que des bureaux extérieurs soumettent leurs comptes mensuels en retard et irrégulièrement au siège, et que parfois, les renseignements comptables n'étaient pas accompagnés des justificatifs requis. En outre, dans certains cas, des bureaux extérieurs ont fait des paiements sans autorisation et il a été procédé au paiement d'heures supplémentaires au-delà du plafond mensuel autorisé.

13. Nous avons recommandé de rappeler aux bureaux extérieurs qu'ils doivent appliquer strictement les instructions relatives à la présentation sous une forme appropriée et accompagnée des justificatifs requis des comptes, et faire en sorte que les règles et instructions en vigueur en matière de paiements soient respectées.

14. L'Administration a pris note de notre observation mais a souligné qu'en raison des difficultés pratiques, il n'était pas toujours possible aux bureaux extérieurs de faire parvenir leurs comptes mensuels dans les délais impartis. Nous avons en outre été informés qu'une note générale rappelant aux bureaux extérieurs la nécessité de présenter leurs comptes rapidement leur avait été récemment distribuée.

Prêts aux réfugiés

15. Durant l'examen de la situation en matière de prêts aux réfugiés, nous avons constaté qu'au 31 décembre 1982, l'encours total des prêts consentis à des réfugiés s'élevait à 19 millions de dollars approximativement, la majeure partie de cette somme ayant été engagée à la fin des années 50 ou au cours des années 60. Au 31 décembre 1982, le montant des prêts échus recouvrables d'élevait à 7,7 millions de dollars environ. Conformément au principe défini par le Comité exécutif, les prêts aux réfugiés destinés au logement ou à des petites entreprises ont été, dans certains cas, accordés sans intérêt ou à un taux d'intérêt minime atteignant au plus 2 p. 100 par an, à échéance de 50 ans.

16. Notre examen a fait apparaître que la gestion, le contrôle et le recouvrement des prêts échus étaient confiés à des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux et qu'il n'existe aucun mécanisme de contrôle périodique permettant au siège de vérifier si ceux-ci s'acquittaient de leur responsabilité.

17. Nous avons recommandé de charger les délégations et les bureaux extérieurs de veiller, en collaboration avec les organismes concernés, au recouvrement en temps voulu des prêts et de soumettre des rapports semestriels au siège. Nous avons également recommandé la mise en place au siège de procédures d'examen périodique en vue de surveiller étroitement le recouvrement des prêts.

18. L'Administration a pris note de nos observations et déclaré qu'à l'avenir, si elle décelait des retards importants dans le calendrier de remboursement des prêts, elle demanderait aux délégations et bureaux extérieurs de prendre des mesures appropriées pour en assurer le recouvrement.

Gestion des liquidités

19. Notre vérification a révélé que dans un bureau extérieur, le montant des liquidités était supérieur à celui des avances temporaires, alors que dans un autre bureau, il avait fallu avoir recours à des découverts tant sur des comptes en monnaie locale que sur des comptes en dollars des Etats-Unis pour pouvoir honorer des engagements imprévus. Nous avons également noté que les méthodes de suivi pour le règlement des chèques en circulation et la fermeture des comptes bancaires dormants étaient inadaptées.

20. Nous avons recommandé, et l'Administration en est convenue, de renforcer les procédures de contrôle en ce qui concerne la reconstitution des liquidités des bureaux extérieurs. Nous avons également recommandé de suivre de plus près les chèques en circulation, de prendre des mesures visant à renforcer leur contrôle, et de fermer les comptes bancaires dormants.

Achats

Planification des achats

21. L'examen de certaines activités au titre des projets a mis en évidence qu'il était nécessaire d'améliorer la planification des achats. Les bureaux extérieurs dans lesquels nous nous sommes rendus enregistraient dans certains cas des excédents importants de fournitures, dont certaines se sont détériorées en raison de la durée de l'entreposage. Dans la plupart des cas, soit le siège n'a pu prendre rapidement les mesures voulues pour trouver d'autres utilisations aux excédents après avoir été informé de la situation par le bureau extérieur en question, soit les bureaux extérieurs n'ont pas fait connaître au siège en temps utile l'existence d'excédents.

22. Nous avons en outre noté à plusieurs reprises que des marchandises avaient été achetées bien avant que l'accord relatif à leur utilisation ait été conclu et que, de ce fait, des quantités importantes de ces marchandises s'étaient abîmées en raison de l'inadaptation des installations d'entreposage. De plus, dans d'autres cas, des coûts d'entreposage considérables ont dû être supportés.

23. Nous avons recommandé d'adopter des méthodes appropriées d'établissement des rapports en vue d'améliorer la coordination entre le siège et les bureaux extérieurs et de permettre au siège de prendre les décisions requises tant en ce qui concerne les excédents existants que les achats futurs. Nous avons également recommandé de n'effectuer d'achats qu'après la conclusion des arrangements définitifs prévoyant l'utilisation des marchandises considérées.

24. L'Administration a déclaré qu'elle donnerait aux bureaux extérieurs des instructions tendant à ce que les excédents existants fassent l'objet des contrôles nécessaires au niveau du programme et que des renseignements appropriés sur leur utilisation soient transmis au siège. Elle a également indiqué qu'elle poursuivrait la rationalisation du calendrier des activités d'achat.

Conditions de livraison et clauses pénales

25. Nous avons noté, dans quelques cas, que les quantités livrées étaient inférieures à celles prévues dans les contrats et que la livraison n'avait pas été effectuée dans les délais spécifiés dans le contrat.

26. Nous avons recommandé d'incorporer à l'avenir dans tous les contrats une clause pénale/dommages-intérêts libératoires.

27. L'Administration a fait répondre que depuis le début de 1983, des clauses pénales types figuraient dans les formules imprimées qu'utilise le Haut Commissariat pour établir ses contrats.

28. Nous avons également relevé un cas où les intérêts financiers du Haut Commissariat avaient eu à pâtir du manque d'efficacité d'une délégation tant au niveau des appels d'offres qu'à celui de la passation des marchés et des opérations de distribution. A titre d'exemple, nous avons constaté dans notre rapport de vérification que dans la cadre d'un contrat de sous-traitance portant sur la fourniture de viande destinée aux réfugiés d'un camp, l'agent d'exécution avait transmis à la délégation du Haut Commissariat des factures de négociants en viande d'un montant de 959 874 dollars des Etats-Unis pour règlement d'une livraison totale de 721 201 kilos de viande. Nous avons pu établir que les fournisseurs avaient livré des animaux vivants et non pas de la viande prête à être consommée et qu'après l'abattage des animaux on n'avait pas procédé au pesage de la viande devant être distribuée aux réfugiés.

29. Selon l'expert de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en poste dans ce pays, 47 p. 100 environ du poids d'une bête sur pied de taille moyenne est consommable après abattage. Il ressort également des documents examinés que les animaux livrés étaient de taille moyenne ou inférieure à la moyenne et que leur prix d'achat correspondait à près du double du prix en vigueur sur le marché évalué par l'expert de la FAO.

30. Nous en concluons que les quantités de viande fraîche fournies aux réfugiés ont été inférieures (de la moitié presque) à celles figurant dans les estimations du fait que les 721 201 kilos correspondaient au poids des animaux vivants et non pas à celui de la viande prête à être consommée. Nous estimons donc qu'au maximum 340 000 kilos environ de viande consommable ont été fournis et que l'on n'aurait dû facturer que cette quantité au Haut Commissariat pour un montant de 480 000 dollars environ. Par ailleurs, si nous nous basons sur l'évaluation du prix du marché réalisée par l'expert de la FAO, la valeur des animaux fournis n'atteignait que 420 000 dollars.

31. Compte tenu de ce qui précède, nous sommes d'avis que l'agent d'exécution semble s'être fait régler une somme indue, d'environ 450 000 dollars pour la livraison d'animaux vivants et que les réfugiés n'aient pas reçu l'intégralité de la ration quotidienne prévue dans l'accord. Cette situation tient au fait que l'accord était muet sur les modalités d'achat et que la délégation du Haut Commissariat n'a pas procédé aux contrôles appropriés.

32. Nous avons recommandé qu'en vue de protéger les intérêts du Haut Commissariat, les accords passés par cet organisme soient plus précis en ce qui concerne les procédures d'achat et que les agents d'exécution soient dans de tels cas priés de faciliter le contrôle du Haut Commissariat. Nous avons également recommandé de réaliser une enquête en vue de déterminer les responsabilités dans l'affaire évoquée ci-dessus.

33. L'Administration nous a fait savoir qu'en raison de la gravité des découvertes des commissaires aux comptes, le Comité de la vérification des comptes du Haut Commissariat avait été saisi de l'affaire et qu'il avait recommandé d'envoyer une mission dans ce pays afin d'établir les faits et les responsabilités.

Pertes de marchandises en transit

34. Dans l'un des bureaux extérieurs visités, nous avons constaté que des pertes considérables de marchandises en transit avaient été enregistrées sans qu'il y ait eu dépôt de demandes d'indemnisation auprès des assureurs. Nous avons également noté que deux demandes concernant des véhicules ayant subi des dommages matériels avaient été rejetées par les assureurs.

35. Nous avons recommandé que des mesures soient prises pour faire procéder à une étude sur les pertes de marchandises en transit, que des demandes d'indemnisation soient adressées aux assureurs et que les deux demandes rejetées soient de nouveau soumises pour règlement rapide.

Activités au titre des projets

36. Durant l'examen de l'état d'avancement des projets, nous avons constaté que pour certains projets, les dépenses dépassaient les crédits, alors que pour d'autres elles étaient inexistantes ou insignifiantes. En outre, certains projets n'avaient toujours pas été clos financièrement plusieurs années après leur achèvement.

37. Dans de nombreux cas, nous avons relevé des retards inhabituels dans le lancement des travaux, entraînant des révisions fréquentes des projets correspondants. Dans le cas d'un projet, l'insuffisance d'études de faisabilité appropriées et l'inexactitude de l'estimation des coûts avaient entraîné un important dépassement de crédits. Dans un pays par exemple, les objectifs d'un projet de forage de puits dans des camps de réfugiés exécuté par un autre organisme des Nations Unies n'ont pu être atteints et une partie des éléments du projet ont dû être abandonnés après l'engagement de dépenses d'un montant de 6,6 millions de dollars des Etats-Unis, alors que le coût estimatif était de 4,8 millions de dollars. La piète qualité de ces résultats tient à ce qu'aucune étude géohydrologique sérieuse n'avait été entreprise avant le lancement des opérations de forage.

38. Nous avons en outre remarqué que le contrôle des biens non consomptibles était insuffisant pour certains projets, ce qui entraînait des pertes importantes.

39. Notre examen a également fait apparaître que les départements ou agents chargés de l'exécution ne soumettaient pas différents états et rapports périodiques, comme cela était prévu dans diverses dispositions des accords de projet. Il arrivait fréquemment que les agents d'exécution bénévoles et gouvernementaux n'envoient pas leurs rapports finals en temps voulu. Dans certains cas, on relevait une absence de coordination entre les bureaux extérieurs du Haut Commissariat et les départements chargés de l'exécution.

40. L'Administration a reconnu la justesse de nos observations et déclaré que les problèmes d'exécution étaient imputables à diverses conditions locales et à certains facteurs échappant souvent à son contrôle. Elle a également fait valoir qu'un contrôle et un suivi efficaces des activités entreprises au titre des projets étaient largement tributaires de la volonté et de la capacité des partenaires chargés de l'exécution à coopérer entre eux.

41. Nous avons recommandé que des études de faisabilité sérieuses soient entreprises au stade de la planification et que tous les aspects de l'exécution des projets fassent l'objet d'un contrôle adéquat et d'un suivi conformément aux accords de projet, de manière à atteindre les objectifs de ces projets et à lesachever en temps voulu.

Observations concernant les questions abordées dans le rapport de 1981

42. L'Administration a soit fourni des explications satisfaisantes, soit pris les mesures nécessaires en ce qui concerne les questions abordées dans le rapport de 1981 1/.

Remerciements

43. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Haut Commissaire, ses proches collaborateurs et le personnel du Haut Commissariat du concours et de l'assistance qu'ils lui ont prêtés au cours de ses travaux.

Le premier Président de la Cour des comptes de Belgique,

(Signé) H. VREBOS

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes du Bangladesh,

(Signé) A. K. Azizul HUQ

Le Vérificateur général des comptes du Ghana,

(Signé) R. T. NELSON

II. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné les états financiers ci-après, numérotés I et II, dûment identifiés, ainsi que les tableaux y relatifs concernant les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, pour l'année terminée le 31 décembre 1982. Nous avons, notamment, effectué un examen général des procédures comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence. A la suite de cet examen, notre opinion est que les états financiers rendent bien compte des opérations financières comptabilisées pour l'année, lesquelles opérations étaient conformes au Règlement financier et aux autorisations des organes délibérants, et qu'ils représentent bien la situation financière au 31 décembre 1982.

Le premier Président de la Cour des comptes de Belgique,

(Signé) H. VREBOS

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes du Bangladesh,

(Signé) A. K. AZIZUL HUQ

Le Vérificateur général des comptes du Ghana,

(Signé) R. T. NELSON

22 juin 1983

III. COMPTES DE L'ANNEE TERMINEE LE 31 DECEMBRE 1982

BILAN AU 31 DECEMBRE 1982

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	ACTIF	1982	1981	PASSIF	1982	1981	
	Encaisse						
2 635	Encaisse et disponible en banque	5 322		168 691	Engagement au titre de projets	139 565	
1 485	Liquidités en circulation	775		31	Sommes dues à des organismes des Nations Unies	40	
<u>4 120</u>		<u>—</u>		17 508	Lettres de crédit	7 387	
205 253	Placements à court terme			338	Contributions pour 1983 reçues d'avance	495	
	Sommes à recevoir			256	Autres sommes à payer	255	
	Contributions annoncées par les gouvernements			<u>186 824</u>			
100 500	Dons de sources privées annoncées	101 305			FONDS D'AFFECTATION SPECIALE		
2 865	Intérêts échus à recevoir	2 799		6 151	Compte d'éducation des réfugiés	7 240	
6 025	Sommes à recevoir d'agents d'exécution	4 474		40 166	Autres programmes spéciaux	37 481	
216	Sommes à recevoir d'organismes des Nations Unies	620		<u>46 317</u>			
4 606	Autres sommes à recevoir	1 981			COMPTE SPECIAL		
1 070		1 382			Fonds autorenouvelable pour le logement du personnel		
<u>115 282</u>		<u>—</u>					
				112 561	RESERVES		
9 413	Prêts accordés aux réfugiés ou en leur faveur	7 766		10 000	Fonds de roulement et fonds de garantie	10 000	
24	Sommes à recevoir à long terme d'agents d'exécution	20		4 000	Fonds extraordinaire	4 000	
	A déduire : Réserve pour imprévu au titre de prêts et de sommes à recevoir à long terme	(7 786)		200	Réserve pour campagne d'appel de fonds	200	
(9 437)		<u>—</u>		<u>14 200</u>			
					SOLDES		
					77 040	Programme annuel	113 099
					274	Vente de disques	296
					<u>77 314</u>		<u>113 395</u>
324 655		<u>323 058</u>	<u>324 655</u>				

CERTIFICAT EXACT :
Le Directeur de l'administration et de la gestion du Haut Commissariat
des Nations Unies pour les réfugiés,

(Signé) F. J. HOMANN-HERIMBERG

APPROUVE :
Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,
(Signé) Poul HARTLING

RECETTES ET DEPENSES DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 1982 a/ - ENSEMBLE DES FONDS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Etat II

	PROGRAMMES GENERAUX		COMPTE SPECIAL		PROGRAMMES SPECIAUX	
	Programmes annuels	Fonds de roulement et fonds de garantie de 1982	Fonds pour le Programme d'exercices antérieurs	Fonds extra-ordinaire	Compte d'éducation personnel	Autres programmes spéciaux c/
Réserve/soldes au 1er janvier 1982	10 000	-	77 040	4 000	-	6 151
Reçues					474	40 166
Contributions						137 831
De gouvernements	-	260 460	632	443	-	2 784
De sources privées	-	5 740	-	3	-	-
Au titre du fonds d'indemnisation	-	-	-	-	-	-
Autres recettes						
Intérêts, ajustements de change, frais bancaires	-	28 369	-	-	-	-
Remboursements de prêts et autres sommes dues	415	59	166	-	-	3
Ajustements au titre de recettes ou d'engagements d'exercices antérieurs						
Annulation d'engagements	-	-	32 818	523	-	822
Remboursements par des agents d'exécution	-	-	13 544	58	-	13
Ajustements au titre de contributions	-	-	(1 470)	-	-	-
Profits et pertes, remboursements aux donneurs, divers	-	(1)	2 613	(268)	-	10
Total des recettes	415	294 627	48 303	759	-	3 629
Virements						
(415) 131 531 (125 343)			5 066	3 000	3 000	-
Total des disponibilités	10 000	426 158	-	9 825	3 000	12 780
Dépenses						
Dépenses engagées :						
Opérations	-	282 489	-	5 720	-	5 540
Appui au programme et administration	-	30 570	-	105	-	-
Total des dépenses	-	313 059	-	5 825	-	5 540
Réserve/soldes pouvant être engagés en 1983	10 000	113 099	-	4 000	3 000	7 240
a/ En espèces et en nature.						
b/ En réserve pour campagnes d'appels de fonds.						
c/ On trouvera en annexe à l'état II la ventilation par programme.						

RECETTES ET DEPENSES DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 1982 a/ - AUTRES PROGRAMMES SPECIAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Annexe à l'état II

<u>Réserve/soldes au 1er janvier 1982</u>	502	640	929	894	814
<u>Recettes</u>					
Contributions					
De gouvernements	10 002	2 002	-	1 373	2 869
De sources privées	-	39	-	299	2
Autres recettes					
Intérêts, ajustements de change, frais bancaires	-	-	-	-	-
Remboursements de prêts et autres sommes dues	-	-	-	-	-
Ajustements au titre de recettes ou d'engagements d'exercices antérieurs					
Annulation d'engagements	30	73	415	59	-
Remboursements par des agents d'exécution	400	46	1 048	-	-
Ajustements au titre de contributions	-	(2)	(1 324)	(35)	(11)
Profits et pertes, remboursements aux donateurs, divers	3	-	-	-	-
Total des recettes	10 435	2 158	139	1 696	2 860
Virements	-	-	-	(37)	-
Total des disponibilités	10 937	2 798	1 068	2 553	3 674
<u>Dépenses</u>					
Dépenses engagées :					
Opérations	9 501	1 650	969	2 082	3 672
Appui au programme et administration	304	334	-	99	-
Total des dépenses	9 805	1 984	969	2 181	3 672
Réserve/soldes pouvant être engagés en 1983	1 132	814	99	372	2

a/ En espèces et en nature.

RECETTES ET DEPENSES DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 1982 a/ - AUTRES PROGRAMMES SPECIAUX
 (En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés tchadiens d'Afrique australie	Assistance aux réfugiés tchadiens rentrés dans leur pays	Assistance aux réfugiés éthiopiens rentrés dans leur pays	Autres fonds d'affectation spéciale	Total
Réserve/soldes au 1er janvier 1982	2 520	2 092	1 523	-	30 252 40 166
Recettes					
Contributions					
De gouvernements	-	5 339	4 612	5 063	80 323
De sources privées	706	297	-	243	2 881 4 467
Au titre du fonds d'indemnisation	-	-	-	-	881
Autres recettes					
Intérêts, ajustements de change, frais bancaires	-	-	-	-	-
Remboursements de prêts et autres sommes dues	-	-	-	-	2 2
Ajustements au titre de recettes ou d'engagements d'exercices antérieurs					
Annulation d'engagements	61	832	-	-	13 505 14 975
Remboursements par des agents d'exécution	2	1	-	-	182 1 679
Ajustements au titre de contributions	(27)	(254)	-	-	(3 763) (5 416)
Profits et pertes, remboursements aux donneurs, divers	(2)	-	-	-	(222) (221)
Total des recettes	740	6 215	4 612	5 306	62 529 96 690
Virements					
	(23)	(945)	1 530	-	(17 364) (16 839)
Total des disponibilités	3 237	7 362	7 665	5 306	75 417 120 017
Dépenses					
Dépenses engagées :					
Opérations	1 123	4 922	4 050	4 369	45 489 77 827
Appui au programme et administration	-	705	218	11	3 036 4 709
Total des dépenses	1 123	5 627	4 268	4 380	48 527 82 536
Réserve/soldes pouvant être engagés en 1983	2 114	1 735	3 397	526	26 890 37 481

a/ En espèces et en nature.

TABLEAU I
ÉTAT DES CONTRIBUTIONS DE GOUVERNEMENTS AU 31 DÉCEMBRE 1982 - ENSEMBLE DES FONDS
(En dollars des États-Unis)

Tableau 1 (suite)

Contribuant	PROGRAMMES GÉNÉRAUX						PROGRAMMES SPÉCIAUX					
	Programme annuel et Fonds extraordinaire		Programmes d'exercices antérieurs de 1982		Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens		Programme de lutte contre la piraterie tchadienne		Assistance aux réfugiés tchadiens éthiopiens rentrés dans un Asie du Sud-Est		Assistance aux réfugiés rwandais restés en Ouganda ou rentrés dans leur pays	
	Programme de 1982	Fonds	Compte d'éducation	Opération organisée des réfugiés	Départs du Viet Nam	du Chypre	des réfugiés	rentrés dans leur pays	Autres fonds d'affectation spéciale	Total		
Luxembourg	8 396						69 444			62 042 ₣/ b/	70 440	
Madagascar	1 316 ₧/										1 316	
Malaisie	20 000										20 000	
Malte	1 000										1 000	
Maroc	9 099										9 099	
Maurice	1 500 ₧/										1 500	
Mexique	35 946 ₧/										50 435	
Monaco	14 499 ₧/										631	
Nicaragua	831											
Norvège	1 000 ₧/										1 000	
"	8 252 992											
République-Zélande	144 758										10 227 224	
Oman	6 000 ₧/										144 758	
Ouganda	11 798										6 000	
Pakistan	4 292										11 798	
Panama	500										9 343	
"	5 283 403 ₧/											
Pays-Bas	"										1 000	
Philippines	5 817										8 103 446	
Portugal	102 500										1 000	
Qatar	35 000										102 500	
République arabe syrienne	1 000 ₧/										35 000	
République de Corée	10 000										1 000	
République démocratique populaire lao	6 000 ₧/										10 000	
République-Unie du Cameroun	3 750 ₧/										6 000	
République-Unie de Tanzanie	4 184										3 790	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	80 645 ₧/										4 184	
Saint-Martin	7 903 763										8 361 751	
Saint-Siège	13 632 ₧/										13 632	
Sénégal	2 500 ₧/										2 500	
Soudan	3 000 ₧/										3 000	
Suède	2 308 ₧/										2 308	
"	10 726 013											
							338 983					
Suisse	2 531 562										2 957 140	
"	727 639 ₧/											
Swaziland	"										335 318 ₧/ b/	
Thailande	2 139										336 919 ₧/ b/	
Tunisie	10 000										14 696 373	
Turquie	1 000 ₧/										7 000	
Viet Na.	11 000										25 000 ₧/ b/	
Yugoslavie	880										75 000 ₧/ b/	
Zaire	-										111 000	
Zambie	20 000 ₧/										880	
Zimbabwe	4 396										54 705 ₧/ b/	
	31										20 000	
											4 396	
											31	
Total partiel (I)	225 652 983	632 106	2 703 606	10 002 000	2 001 896	1 231 945	2 868 940	5 328 487	2 695 779	3 186 231	27 929 458	284 313 431

Tableau 1 (suite)

		PROGRAMMES GÉNÉRAUX						PROGRAMMES SPÉCIAUX					
		Programme annuel et Fonds extraordinaire	Programmes d'exercices antérieurs	Compte d'éducation des réfugiés	Opération de Chypre	Départs organisés du Viet Nam	Assistance aux réfugiés tchadiens rentrés dans leur pays	Assistance contre la piraterie en Asie du Sud-Est	Assistance aux réfugiés éthiopiens rentrés dans leur pays	Autres fonds d'affectation dans leur pays	Assistance aux réfugiés rwandais restés en Ouganda ou rentrés dans leur pays	Total	
Contribuant													
<u>Contributions intégralement affectées</u>													
Année internationale de l'enfant	664 229												
Communauté économique européenne	12 425 423												
	21 774 711 b/												
FIBS Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les réfugiés d'Afrique australie	385 000 b/ b/												
Total partiel (II)	35 249 363												
TOTAL	260 902 346	632 106	2 783 606	10 002 000	2 001 896	1 372 831	2 868 940	5 338 820	4 611 932	5 063 263	4 9 064 034	344 641 774	
<u>Contributions reçues au titre de l'Indemnification Fund</u>													
II. Contributions annoncées mais non encore versées ou livrées au 31 décembre 1982													
A. Contributions annoncées en 1982	58 848 924												
B. Contributions annoncées pour des exercices antérieurs													
- 16 -													
1978	Côte d'Ivoire												
1980 et 1981	Djibouti	3 864											
1980	Dominique	4 000											
1981	Honduras	1 000											
1978 et 1979	Jamaahiyah arabe libyenne	1 000											
1979, 1980		60 000											
et 1981	Liban	32 000											
1981	Madagascar	1 767											
1978	Maurice	1 667											
1979	Niger	1 220											
1981	Nigéria	75 873											
1978	République arabe syrienne	1 000											
1981	République démocratique populaire lao	6 000											
1980	République-Unie du Cameroun	3 363											
1978, 1979,	Sénégal	18 000											
1980 et 1981	Sierra Leone	2 804											
1979 et 1980	Somalie	3 124											
1978, 1979,	Soudan	21 417											
1980 et 1981	Tunisie	8 970											
1979 et 1980													

Tableau 1 (suite)

Voir notes page suivante)

Notes du tableau 1

- a/ Contributions annoncées pour 1982 mais non encore versées ou livrées.
- b/ Contributions en nature.
- c/ Assistance au Zimbabwe.
- d/ Transport des non-Bengalis du Bangladesh au Pakistan.
- e/ Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés d'Afrique australe.
- f/ Formation linguistique en Asie du Sud-Est.
- g/ Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens.
- h/ Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés sahraouis.
- i/ Programme de lutte contre la piraterie en Asie du Sud-Est.
- j/ Fonds spécial pour des solutions durables.
- k/ Assistance aux réfugiés et personnes déplacées en Ouganda.
- l/ Réduction due aux variations de change.

Tableau 2

Tableau 2 (suite)

Tableau 2 (suite)

CONTRIBUANT	PROGRAMMES GÉNÉRAUX		PROGRAMMES SPÉCIAUX			
	Programme annuel et Fonds extraordinaire 1982	Départs organisés du Viet Nam	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens rentrés dans leur pays	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés tchadiens d'Afrique australe	Assistance aux réfugiés rwandais restes en Ouganda ou rentrés dans leur pays	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés handicapés
United Nations Association (Canada)	2 593					
United Nations Association (Etats-Unis d'Amérique)	3 000					
Volkshilfe Österreich						
World University Services (Danemark)						
World University Services (Philippines)	102 450					
Divers	116 986					
Divers	1 332 b/ 806 a/b/		1 167			
Divers						
Total	5 742 788	39 299	299 406	706 137	297 280	242 369
					302 012	2 580 449
						10 209 740
II. Contributions annoncées pour des exercices antérieurs mais non encore versées ou livrées au 31 décembre 1982.						
Aktion Leprahilfe (Allemagne, République Fédérale d') 1980						
Asile-Humanitas (Allemagne, République fédérale d') 1981						
Comité néerlandais de la "campagne pour les réfugiés 1976" 1981			29 149 b/			
Hoffmann La Roche (Suisse)				98 077		
Rädda Barnen (Suède) 1981				22 967		
Total partiel	150 193					
Total des contributions annoncées mais non encore payées ou livrées au 31 décembre 1982						
					85 654	235 847
						2 798 782

Tableau 2 (suite)

PROGRAMMES GÉNÉRAUX		PROGRAMMES SPÉCIAUX	
Contributeur	Programme annuel et Fonds extraordinaire 1982	Fonds d'affectation spécifique pour les réfugiés kampuchéens organisés du Viet Nam	Fonds d'affectation spécifique pour les réfugiés tchadiens rentrés dans leur pays
III. Ajustements des contributions annoncées pour des exercices antérieurs (annulations, variations des taux de change)			
Anti-apartheid Bevegung (Allemagne, République fédérale d') 1981		3 294 b/	3 294
Banque de développement islamique (Arabie saoudite) 1980	700 000 b/		700 000
Christian Aid (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) 1979		18 558 b/	18 558
Conseil finlandais pour les réfugiés 1981	16 361		16 361
Institut marin (Suisse) 1979		20 349 b/ e/	20 349
Medico International (Allemagne, République fédérale d') 1980		5 000 b/	5 000
Zimbabwe Refugee Association (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord) 1980		289 b/ £/	289
Total	716 361	26 852	20 638
			763 851

a/ Contributions annoncées mais non encore versées ou livrées au 31 décembre 1982.

b/ Contributions en nature.

c/ Assistance aux réfugiés éthiopiens rentrés dans leur pays.

d/ Programme de lutte contre la Piraterie.

e/ Rapatriement et réadaptation des réfugiés zairois.

f/ Fonds d'affectation spécial pour le Zimbabwe.

Tableau 3

PROGRAMMES GENERAUX DU HAUT COMMISSARIAT

Programme annuel pour 1982 :Allocations et dépenses de 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées			Allocations et virements		
	Par le Comité exécutif	Prélèvements sur la réserve du programme		Virements entre allocations	Dépenses	Solde non engagé
		allocations globales	virements			
AFRIQUE						
Algérie						
Installation/intégration locale	12 000	-	-	-	12 000	-
Aide d'appoint	12 000	-	-	-	12 000	-
Aide polyvalente	1 625 000	-	-	-	1 625 000	-
Angola						
Installation/intégration locale	240 000	-	-	-	240 000	-
Aide polyvalente	4 750 000	-	-	-	2 724 137	2 025 863
Rapatriement volontaire	-	-	-	-	2 000	-
Aide d'appoint	-	-	-	-	52 107	-
Appui au programme et administration	471 200	-	-	-	404 062	67 138
Bénin						
Aide polyvalente	5 000	8 250	-	-	13 250	-
Botswana						
Installation/intégration locale	660 000	-	-	-	550 688	109 312
Enseignement secondaire du premier degré	100 000	-	-	-	78 000	22 000
Promotion de la réinstallation	4 000	-	-	-	4 000	-
Rapatriement volontaire	-	-	-	-	50 000	-
Orientation	50 000	-	-	-	44 272	9 728
Aide d'appoint	80 000	-	-	-	80 000	-
Appui au programme et administration	46 500	-	-	-	33 772	12 728
Burundi						
Installation/intégration locale	1 087 500	2 000	-	-	1 086 320	3 180
Aide polyvalente	70 000	30 000	-	-	100 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	46 000	3 100	-	-	49 100	-
Orientation	84 000	-	-	-	102 626	374
Appui au programme et administration	28 500	-	-	-	27 186	1 314

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations et virements				Solde non engagé
		Prélèvements sur la réserve du programme	Virements entre allocations	Dépenses		
<u>Congo</u>						
Aide polyvalente	42 000	65 000	-	-	107 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	40 000	-	-	-	40 000	-
<u>Côte d'Ivoire</u>						
Aide polyvalente	35 000	10 000	-	-	45 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	9 500	-	-	-	8 000	1 500
<u>Djibouti</u>						
Installation/intégration locale	3 342 000	-	-	-	2 778 565	563 435
Enseignement secondaire du premier degré	52 000	-	-	-	52 000	-
Assistance juridique	-	-	89 263	-	89 263	-
Orientation	294 000	-	-	-	281 826	12 174
Aide d'appoint	80 000	17 000	-	-	97 000	-
Appui au programme et administration	533 900	-	-	-	533 727	173
<u>Egypte</u>						
Installation/intégration locale	330 000	-	-	-	330 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	522 000	59 200	-	-	581 200	-
Promotion de la réinstallation	148 000	-	-	-	146 366	1 634
Orientation	231 000	-	-	-	206 770	24 230
Aide d'appoint	225 000	-	-	-	225 000	-
Appui au programme et administration	69 200	-	-	-	67 236	1 964
<u>Ethiopie</u>						
Installation/intégration locale	559 000	9 600	-	-	567 563	1 037
Promotion de la réinstallation	-	-	89 123	-	89 123	-
Rapatriement volontaire	-	-	10 000	-	10 000	-
Orientation	-	-	42 154	-	42 154	-
Aide d'appoint	60 000	3 129	-	-	63 129	-
Appui au programme et administration	35 200	-	-	-	30 676	4 524
<u>Gabon</u>						
Aide polyvalente	4 000	-	-	-	4 000	-
<u>Ghana</u>						
Aide polyvalente	90 000	-	-	-	90 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	170 000	30 000	-	-	200 000	-
Orientation	56 000	-	-	-	41 301	97 301
<u>Haute-Volta</u>						
Aide polyvalente	47 000	3 550	-	-	50 550	-

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations et virements				Dépenses	Solde non engagé
		Prélèvements sur la réserve du programme	Virements entre allocations globales	Virements entre allocations			
Kenya							
Installation/intégration locale	406 500	54 243	-	-	-	437 933	22 810
Enseignement secondaire du premier degré	450 000	-	-	-	-	450 000	-
Promotion de la réinstallation	-	-	10 000	-	-	10 000	-
Rapatriement volontaire	-	-	5 000	-	-	5 000	-
Orientation	310 000	-	-	-	-	291 259	18 741
Aide d'appoint	400 000	24 113	-	-	-	424 113	-
Appui au programme et administration	161 600	-	-	-	-	142 907	18 693
Lesotho							
Installation/intégration locale	180 000	-	-	-	-	179 137	863
Enseignement secondaire du premier degré	70 000	-	-	-	-	70 000	-
Promotion de la réinstallation	74 100	-	-	-	-	44 100	30 000
Orientation	71 000	-	-	-	-	39 322	31 678
Aide d'appoint	200 000	-	-	-	-	200 000	-
Appui au programme et administration	91 000	-	-	-	-	84 482	6 518
Liberia							
Aide Polyvalente	45 000	12 000	-	-	-	57 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	13 600	-	39 600	-	-	53 200	-
Orientation	-	-	72 699	-	-	72 699	-
Mali							
Aide Polyvalente	6 000	-	-	-	-	6 000	-
Maroc							
Installation/intégration locale	20 000	-	-	-	-	20 000	-
Aide d'appoint	15 000	-	-	-	-	15 000	-
Mozambique							
Aide Polyvalente	210 000	100 000	-	-	(36 265)	310 000	-
Appui au programme et administration	102 700	-	-	-	-	60 071	6 364
Niger							
Aide polyvalente	3 000	-	-	-	-	3 000	-
Nigéria							
Aide Polyvalente	120 000	31 000	-	-	-	151 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	435 000	-	-	-	-	435 000	-
Orientation	189 000	-	-	-	-	114 556	74 442
Appui au programme et administration	207 900	-	-	-	(11 316)	93 017	103 567

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations et virements					Solde non engagé
		Prélèvements sur la réserve du programme	Virements entre allocations globales	Virements entre allocations	Dépenses		
Ouganda							
Installation/intégration locale	80 000	-	-	55 000	64 883	70 117	
Enseignement secondaire du Premier degré	80 000	-	-	-	38 597	41 403	
Promotion de la réinstallation	-	-	3 337	-	3 337	-	
Rapatriement volontaire	-	8 000	-	-	8 000	-	
Orientation	119 000	-	-	-	54 310	64 690	
Aide d'appoint	30 000	30 000	-	-	60 000	-	
Appui au programme et administration	277 800	-	-	-	191 317	86 483	
République centrafricaine							
Aide polyvalente	134 000	-	-	-	66 564	67 436	
Enseignement secondaire du Premier degré	22 000	-	-	-	22 000	-	
Appui au programme et administration	142 200	-	-	-	141 167	1 033	
République-Unie du Cameroun							
Aide polyvalente	2 500 000	-	-	-	1 902 153	597 847	
Enseignement secondaire du Premier degré	554 000	-	-	-	216 812	337 188	
Orientation	-	6 500	-	-	6 500	-	
Appui au programme et administration	461 200	-	-	-	456 214	4 986	
République-Unie de Tanzanie							
Installation/intégration locale	3 400 000	-	-	-	3 400 000	-	
Aide polyvalente	1 640 000	170 000	-	-	1 764 770	45 230	
Enseignement secondaire du premier degré	982 000	-	-	-	917 000	65 000	
Assistance juridique	20 000	-	12 500	-	12 500	20 000	
Orientation	196 000	-	-	35 233	231 233	-	
Traitem ent et rééducation des handicapés	-	-	29 111	-	29 111	-	
Appui au programme et administration	18 800	-	-	-	6 191	12 609	
Rwanda							
Aide polyvalente	50 000	55 000	-	-	105 000	-	
Enseignement secondaire du premier degré	30 000	15 000	-	-	45 000	-	
Appui au programme et administration	9 200	-	-	-	5 229	3 971	
Sénégal							
Aide polyvalente	70 000	-	-	-	70 000	-	
Promotion de la réinstallation	-	64 266	-	-	64 266	-	
Orientation	149 000	-	-	-	148 362	638	
Appui au programme et administration	250 900	-	-	-	262 216	-	

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif		Allocations et virements				Solde non engagé
	Prélèvements sur la réserve du programme	Prélèvements sur les allocations globales	Virements entre allocations	Dépenses			
Sierra Leone							
Aide polyvalente	12 000	-	-	-	-	12 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	561 000	-	-	-	550 000	550 000	11 000
Orientation	-	-	70 159	-	-	70 159	-
Somalie							
Installation/intégration locale	50 000	-	-	-	-	-	
Aide polyvalente	34 882 771	64 353	-	-	(218 439)	27 344 398	7 384 287
Orientation	50 000	-	-	-	-	50 000	-
Aide d'appoint	100 000	50 000	-	-	-	150 000	-
Appui au programme et administration	1 437 200	-	-	-	-	1 348 347	88 853
Soudan							
Installation/intégration locale	17 990 000	2 000 000	-	-	93 643	20 083 031	612
Enseignement secondaire du premier degré	1 900 000	-	-	-	-	1 727 733	172 267
Promotion de la réinstallation	306 000	-	-	-	-	101 071	204 929
Repatriement volontaire	75 000	90 200	-	-	-	165 200	-
Orientation	547 500	-	-	-	-	302 917	244 583
Aide d'appoint	300 000	60 000	-	-	-	360 000	-
Appui au programme et administration	1 338 700	-	-	-	-	1 298 691	40 009
Swaziland							
Installation/intégration locale	1 785 000	-	-	-	-	-	
Enseignement secondaire du premier degré	49 000	-	-	-	-	1 785 000	-
Promotion de la réinstallation	12 000	-	-	-	-	49 000	-
Orientation	65 000	-	-	-	-	12 000	-
Aide d'appoint	95 000	-	-	-	-	45 051	19 949
Appui au programme et administration	149 700	-	-	-	-	95 000	-
Tchad							
Aide polyvalente	3 000	-	-	-	-	-	
Togo							
Aide polyvalente	70 000	-	-	-	11 800	71 629	10 171
Tunisie							
Installation/intégration locale	12 000	4 594	-	-	-	-	
Aide d'appoint	14 000	2 280	-	-	-	16 594	-
Appui au programme et administration	5 000	-	-	-	-	16 280	-
						4 130	870

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations et virements					Solde non engagé
		Prélèvements sur la réserve du programme	Prélèvements sur allocations globales	Virements entre allocations	Dépenses		
Zaïre							
Installation/intégration locale	13 913 000	-	-	39 600	13 582 972	369 628	
Aide polyvalente	110 000	-	-	-	110 000	-	
Enseignement secondaire du premier degré	200 000	-	-	-	200 000	-	
Rapatriement volontaire	25 000	-	-	-	25 000	-	
Assistance juridique	-	-	32 087	-	32 087	-	
Orientation	42 000	-	-	66 500	81 642	26 858	
Appui au programme et administration	423 300	-	-	-	349 329	73 971	
Zambie							
Installation/intégration locale	1 280 815	185 822	-	-	1 463 037	3 600	
Aide polyvalente	520 000	-	-	-	395 290	124 710	
Enseignement secondaire du premier degré	265 000	-	-	-	182 850	82 150	
Orientation	215 000	-	-	4 000	201 315	17 685	
Appui au programme et administration	58 400	-	-	-	31 962	26 438	
Zimbabwe							
Installation/intégration locale	167 000	-	-	-	163 711	3 289	
Aide polyvalente	100 000	-	-	-	100 000	-	
Appui au programme et administration	149 400	-	-	-	134 088	15 312	
Autres pays de l'Afrique de l'Ouest							
Aide polyvalente	5 000	-	-	-	5 000	-	
Allocation globale							
Measures consécutives à la Conférence panafricaine sur la situation des réfugiés en Afrique	540 000	-	-	-	287 189	252 811	
Total (1)	111 171 786	3 189 434	687 906	147 638	101 428 167	13 768 597	

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations et virements					
	Allocations approuvées		Prélèvements sur les allocations globales			
	Par le Comité exécutif	Sur la réserve du programme	Virements entre allocations	Dépenses	Solde non engagé	
AMERIQUES						
Argentine						
Installation/intégration locale	1 938 000	-	-	-	609 800	1 328 200
Enseignement secondaire du premier degré	30 000	-	-	-	30 000	-
Promotion de la réinstallation	140 000	30 000	-	-	170 000	-
Rapatriement volontaire	70 000	-	-	-	70 000	-
Assistance juridique	84 200	-	-	-	73 882	10 318
Orientation	512 000	-	-	-	298 995	213 005
Aide d'appoint	740 000	-	-	-	640 000	100 000
Appui au programme et administration	85 400	-	-	-	78 105	7 295
Canada						
Aide d'appoint	-	-	-	4 552	-	4 552
Appui au programme et administration	177 100	-	-	-	148 857	28 243
Costa Rica						
Installation/intégration locale	171 000	-	-	89 750	260 750	-
Aide polyvalente	2 430 000	-	-	54 000	2 129 987	354 013
Enseignement secondaire du Premier degré	35 000	-	-	-	35 000	-
Promotion de la réinstallation	22 000	-	-	-	16 000	6 000
Rapatriement volontaire	13 000	10 000	-	-	23 000	-
Assistance juridique	22 000	-	-	-	22 000	-
Orientation	106 000	-	-	5 827	111 827	-
Aide d'appoint	250 000	-	-	-	195 000	55 000
Appui au programme et administration	349 500	-	-	53 067	402 567	-
Etats-Unis d'Amérique				-	-	395 664
Appui au programme et administration	455 700	-	-	-	-	60 036
Pérou						
Installation/intégration locale	350 000	-	-	-	-	350 000
Aide polyvalente	60 000	-	-	-	-	60 000
Enseignement secondaire du Premier degré	17 000	-	-	-	-	17 000
Promotion de la réinstallation	30 000	-	-	-	-	30 000
Assistance juridique	5 000	-	-	-	-	5 000
Orientation	14 000	-	-	53 400	59 292	8 108
Aide d'appoint	30 000	6 000	-	-	-	36 000
Appui au programme et administration	195 500	-	-	-	-	191 476
						4 024

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations et virements				Solde non engagé
		Prélèvements sur la réserve du programme	Virements entre allocations globales	Dépenses		
<u>Pays de l'Amérique latine méridionale</u>						
Installation/intégration locale	210 000	-	-	-	210 000	-
Aide polyvalente	220 000	-	-	100	214 490	5 610
Enseignement secondaire du premier degré	14 000	-	-	-	14 000	-
Promotion de la réinstallation	315 000	15 000	-	-	300 000	30 000
Assistance juridique	43 700	7 100	-	1 000	36 231	15 569
Orientation	119 050	-	-	-	119 050	-
Aide d'appoint	510 000	35 000	-	-	545 000	-
Appui au programme et administration	327 600	-	-	-	269 461	58 139
<u>Pays de l'Amérique latine du Nord-Ouest</u>						
Installation/intégration locale	120 000	-	-	-	120 000	-
Aide polyvalente	47 000	-	-	-	47 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	26 000	-	-	-	25 200	800
Assistance juridique	22 000	-	-	-	22 000	-
Orientation	74 650	-	-	-	69 000	5 650
Aide d'appoint	100 000	-	-	-	100 000	-
<u>Pays de l'Amérique latine septentrionale</u>						
Installation/intégration locale	401 000	-	-	-	82 500	396 693
Aide polyvalente	16 380 000	-	-	-	16 262 923	86 807
Enseignement secondaire du premier degré	258 000	-	-	-	-	117 077
Promotion de la réinstallation	200 000	-	-	-	-	172 600
Rapatriement volontaire	36 000	60 000	-	-	-	-
Assistance juridique	37 000	-	-	-	-	-
Orientation	91 120	14 450	-	-	124 325	-
Aide d'appoint	350 900	21 000	-	-	-	-
Appui au programme et administration	1 008 100	-	-	(53 067)	105 570	-
Venezuela	-	-	-	-	371 900	942 555
Traitements et rééducation des handicapés	-	-	17 314	-	-	17 314
Total (2)	29 243 520	198 550	21 866	410 902	27 195 866	2 678 972

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations et virements					Solde non engagé
		Prélèvements sur la réserve du programme	Prélèvements sur les allocations globales	Virements entre allocations	Dépenses		
ASIE ET OCEANIE							
Australie	220 000	-	-	-	200 890	19 110	
Bangladesh	-	-	4 700	-	4 700	-	
Chine	10 880 000 Installation/intégration locale	144 700	-	-	10 880 000 134 366	- 10 334	
Chypre	-	-	35 500	-	35 500	-	
Hong-kong	-	150 000	149 970	-	149 970 3 775 880	- 471 168	
Promotion de la réinstallation	3 850 000 Aide d'appoint	475 900	-	-	3 775 880 3 832	224 120	
Inde	2 156 000 Aide polyvalente	156 300	-	-	1 988 602 155 696	167 398 604	
Indonésie	7 500 000 Aide d'appoint	380 100	-	-	7 001 332 369 175	498 668 10 925	
Japon	2 200 000 Aide d'appoint	465 300	600 000 -	169 328	-	2 831 733 463 171	137 595 2 129
Liban	46 300 Installation/intégration locale	-	-	-	-	46 300	-
Enseignement secondaire du premier degré	10 000	-	-	-	-	10 000	-
Promotion de la réinstallation	10 000	-	-	-	-	10 000	-
Orientation	15 300	-	-	-	-	15 000	-
Aide d'appoint	25 000	-	-	-	-	25 000	-
Appui au programme et administration	142 900	-	-	-	-	125 974	16 926
Macao	700 000 Aide d'appoint	-	-	-	-	661 630	38 370

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations et virements				Solde non engagé
		Prélèvements sur la réserve du programme	Virements entre allocations globales	Dépenses		
<u>Malaisie</u>						
<u>Installation/intégration locale</u>	1 600 000	392 700	-	-	1 820 376	172 324
Aide d'appoint	6 460 000	-	-	-	6 196 630	263 370
Appui au programme et administration	497 900	-	(26 505)	454 909	16 436	
<u>Moyen-Orient</u>						
<u>Installation/intégration locale</u>	75 000	-	-	-	75 000	-
Enseignement secondaire du premier degré	15 000	-	-	-	15 000	-
Protection de la réinstallation	50 000	-	-	-	20 000	30 000
Aide d'appoint	30 000	-	-	-	30 000	-
<u>Pakistan</u>						
<u>Aide polyvalente</u>	70 132 000	-	-	-	66 231 452	3 900 548
Protection de la réinstallation	-	-	1 446 515	-	1 446 515	-
Aide d'appoint	-	-	286 000	-	286 000	-
Appui au programme et administration	925 700	-	-	-	923 012	2 688
<u>Papouasie-Nouvelle-Guinée</u>						
<u>Installation/intégration locale</u>	50 000	58 500	-	-	65 406	43 094
<u>Philippines</u>						
<u>Aide d'appoint</u>	10 669 000	-	50 000	8 300	9 385 234	1 342 066
Appui au programme et administration	236 600	-	-	-	234 660	1 940
<u>République démocratique populaire lao</u>						
<u>Installation/intégration locale</u>	168 000	-	-	19 660	187 660	-
Appui au programme et administration	112 900	-	-	-	111 187	1 713
<u>République de Corée</u>						
<u>Aide d'appoint</u>	110 000	-	-	-	80 00	30 000
<u>Singapour</u>						
<u>Aide d'appoint</u>	1 000 000	-	-	-	1 000 000	-
Appui au programme et administration	170 300	-	-	-	163 960	6 340
<u>Thaïlande</u>						
<u>Protection de la réinstallation</u>	5 150 000	-	-	-	4 384 822	765 178
Assistance juridique	20 000	-	-	-	20 000	-
Orientation	30 000	-	-	-	42 400	3 182
Aide d'appoint	30 025 000	-	171 645	(829 200)	27 236 298	2 131 147
Appui au programme et administration	672 500	-	-	-	670 534	1 966

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations et virements			
		Prélèvements sur la réserve du programme	Virements entre allocations globales	Dépenses	Solde non engagé
Viet Nam					
Installation/intégration locale	1 106 000	-	-	-	6 000
Promotion de la réinstallation	800 000	-	-	1 100 000	50 000
Appui au programme et administration	283 700	-	-	750 000	-
			26 505	310 205	
Autres Pays asiatiques					
Promotion de la réinstallation	6 916 000	-	-	(1 600 000)	4 669 599
Total (3)	166 682 200	1 201 200	2 313 658	(2 358 840)	157 293 764
					10 544 454
EUROPE					
Allemagne, République fédérale d'					
Installation/intégration locale	30 000	-	-	-	30 000
Promotion de la réinstallation	33 380	-	-	-	33 380
Assistance Juridique	120 000	-	24 490	-	144 490
Orientation	61 000	3 435	-	-	62 435
Aide d'appoint	-	-	5 000	-	5 000
Appui au programme et administration	107 000	-	-	-	99 628
					7 372
Autriche					
Installation/intégration locale	150 000	-	-	-	150 000
Promotion de la réinstallation	-	-	23 067	-	23 067
Assistance Juridique	16 000	2 500	50 490	-	68 706
Orientation	20 000	-	-	-	16 745
Aide d'appoint	-	-	10 000	-	10 000
					-
Belgique					
Assistance Juridique	-	-	4 000	-	4 000
Orientation	-	-	10 000	-	10 000
Aide d'appoint	-	-	1 500	-	1 500
Appui au programme et administration	95 800	-	-	-	95 134
					666

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations et virements			Solde non engagé
		Prélèvements sur la réserve du programme	Virements entre allocations globales	Dépenses	
Espagne					
Installation/intégration locale	856 000	-	-	-	852 000
Assistance juridique	35 000	-	-	-	34 125
Orientation	319 000	-	-	-	247 420
Traitement et réduction des handicapés	-	27 474	-	-	27 474
Aide d'appoint	300 000	328 200	-	-	628 200
Appui au programme et administration	212 000	-	-	8 303	220 303
France					
Installation/intégration locale	250 000	-	-	-	235 000
Aide d'appoint	22 000	2 450	-	-	24 450
Appui au programme et administration	220 700	-	-	-	175 973
Grèce					
Installation/intégration locale	435 000	-	-	-	435 000
Promotion de la réinstallation	-	-	133 000	-	-
Orientation	69 000	-	-	-	133 000
Aide d'appoint	100 000	50 000	-	-	45 985
Appui au programme et administration	63 700	-	-	-	150 000
Italie					
Installation/intégration locale	120 000	-	3 000	-	123 000
Promotion de la réinstallation	70 000	-	-	-	70 000
Assistance juridique	-	-	5 000	-	5 000
Aide d'appoint	300 000	20 000	-	-	320 000
Appui au programme et administration	204 300	-	-	-	191 973
Pays-Bas					
Appui au programme et administration	23 700	-	-	-	22 824
Portugal					
Installation/intégration locale	700 000	-	-	-	700 000
Rapatriement volontaire	8 000	-	-	-	8 000
Assistance juridique	3 500	-	-	-	3 500
Orientation	20 000	-	-	-	16 954
Aide d'appoint	200 000	-	-	-	200 000
Appui au programme et administration	162 300	-	-	(8 303)	138 657
					15 340

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations et virements			Solde non engagé
		Prélèvements sur la réserve du programme	allocations globales	Virements entre allocations	
Royaume-Unie de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord					
Assistance juridique	128 000	-	-	-	112 293
Orientation	-	-	32 028	-	32 028
Aide d'appoint	72 000	-	-	-	69 709
Appui au programme et administration	147 700	-	-	-	110 972
Suisse					
Orientation	-	-	65 952	-	65 952
Aide d'appoint	-	75 580	-	75 580	-
Turquie					
Installation/intégration locale	60 000	364	400 000	-	460 364
Promotion de la réinstallation	200 000	60 092	28 000	-	288 092
Aide d'appoint	-	-	6 000	-	6 000
Appui au programme et administration	70 700	-	-	-	67 921
Yougoslavie					
Promotion de la réinstallation	-	556 000	65 981	-	65 981
Aide d'appoint	800 000	-	-	-	1 356 000
Appui au programme et administration	144 000	-	-	-	118 779
Total (4)	6 949 780	1 023 041	970 562	-	8 648 478
					294 905
ALLOCATIONS GLOBALES					
Installation/intégration locale	100 000	400 000	(403 000)	-	22 232
Enseignement secondaire du premier degré	200 000	-	(39 600)	-	145 000
Promotion de la réinstallation	1 510 000	-	(2 013 259)	1 728 600	74 768
Rapatriement volontaire	200 000	75 000	(75 000)	-	15 400
Assistance juridique	874 000	-	(217 830)	-	237 521
Orientation	637 000	-	(299 491)	71 700	5 000
Traitemen t et rééducation des handicapés	300 000	-	(73 900)	-	158 675
Aide d'appoint	500 000	450 000	(871 912)	-	143 486
Appui au programme et administration	16 438 300	-	-	16 162 133	76 100
Total (5)	20 759 300	925 000	(3 993 992)	1 800 300	18 492 401
					998 207

Tableau 3 (suite)

Projets par continent, pays ou région	Allocations approuvées par le Comité exécutif	Allocations et virements			
		Prélèvements sur la réserve du programme	Virements entre allocations globales	Dépenses	Solde non engagé
Réserve du programme	(6) 12 275 514 3 000 000 a/	(6 537 225) -	-	-	5 738 289 3 000 000
TOTAL GENERAL (1 à 6)	347 082 100	-	-	313 058 676	34 023 424
<u>Compte spécial :</u> Fonds autorenouvelable pour mettre à la disposition du personnel des logements et des équipements de base	3 000 000	-	-	-	3 000 000
Dont : - En espèce - En nature				309 341 996 3 716 680	

a/ Représente un virement de la Réserve du programme au compte spécial "Fonds autorenouvelable pour mettre à la disposition du personnel des logements et des équipements de base", créé en application de la décision du Comité exécutif qui figure dans son rapport publié sous la cote A/AC.96/614, par. 104E b) ii).

Tableau 4

PROGRAMMES GENERAUX DU HAUT COMMISSARIAT

Fonds extraordinaire

Dépenses en 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Projets par pays	Allocations	Dépenses	Solde non engagé
<u>Algérie</u>			
Assistance aux réfugiés libanais	80 000	80 000	-
<u>Allemagne</u>			
Assistance aux réfugiés libanais	207 000	207 000	-
<u>Belgique</u>			
Assistance aux réfugiés libanais	492 000	474 000	18 000
<u>Espagne</u>			
Assistance aux réfugiés libanais	240 000	240 000	-
<u>Europe</u>			
Assistance aux réfugiés libanais	15 000	15 000	-
<u>France</u>			
Assistance aux réfugiés libanais	324 000	305 000	19 000
<u>Italie</u>			
Assistance aux réfugiés libanais	202 000	202 000	-
<u>Lesotho</u>			
Assistance aux réfugiés sud-africains	50 000	50 000	-

Tableau 4 (suite)

Projets par pays	Allocations	Dépenses	Solde non engagé
<hr/>			
<u>Liban</u>			
Secours au Liban	2 250 000	2 250 000	-
<hr/>			
<u>Ouganda</u>			
Assistance aux personnes déplacées en Ouganda	400 000	400 00	-
<hr/>			
<u>République arabe syrienne</u>			
Assistance aux réfugiés libanais	710 000	560 000	150 000
<hr/>			
<u>Rwanda</u>			
Assistance aux réfugiés ougandais	1 000 000	1 000 000	-
<hr/>			
<u>Zimbabwe</u>			
Assistance aux réfugiés mo...cains	42 000	42 000	-
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	6 012 000	5 825 000	187 000
	<hr/>	<hr/>	<hr/>

Tableau 5

PROGRAMMES SPECIAUX DU HAUT COMMISSARIAT

I. Compte d'éducation des réfugiésDisponibilités et dépenses en 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Projets par pays ou région	Total des fonds disponibles	Dépenses		Total	Soldes non engagés au 31 décembre 1982
		En espèces	En nature		
Algérie	17 000	17 000	-	17 000	-
Amérique latine					
Pays de l'Amérique latine septentrionale	323 000	175 000	-	175 000	148 000
Pays de l'Amérique latine méridionale	55 000	55 000	-	55 000	-
Pays de l'Amérique latine du Nord-Ouest	71 690	71 690	-	71 690	-
Asie occidentale					
Bangladesh	120 000	120 000	-	120 000	-
Bénin	40 000	40 000	-	40 000	-
Burundi	146 600	137 000	-	137 000	9 600
Congo	145 100	144 965	-	144 965	135
Côte d'Ivoire	78 700	78 700	-	78 700	-
Djibouti	64 000	64 000	-	64 000	-
Egypte	5 000	5 000	-	5 000	-
Espagne	1 500 000	1 500 000	-	1 500 000	-
Ethiopie	214 000	214 000	-	214 000	-
Gabon	20 000	20 000	-	20 000	-
Haute-Volta	33 000	33 000	-	33 000	-
Inde	75 000	75 000	-	75 000	-
Kenya	243 000	243 000	-	243 000	-
Liberia	290 000	290 000	-	290 000	-
Maroc	93 652	93 652	-	93 652	-
Nigéria	12 000	12 000	-	12 000	-
Ouganda	159 000	159 000	-	159 000	-
Pakistan	54 000	38 185	-	38 185	15 815
	205 000	205 000	-	205 000	-

Tableau 5 (suite)

Projets par pays ou région	Total des fonds disponibles	Dépenses			Total 1982
	En espèces	En nature	Total		
République centrafricaine	147 000	147 000	-	147 000	-
République-Unie de Tanzanie	175 000	175 000	-	175 000	-
République-Unie du Cameroun	90 000	90 000	-	90 000	-
Rwanda	164 000	164 000	-	164 000	-
Sénégal	381 000	381 000	-	381 000	-
Sierra Leone	37 900	37 900	-	37 900	-
Somalie	57 000	57 000	-	57 000	-
Soudan	116 600	116 600	-	116 600	-
Tunisie	53 000	53 000	-	53 000	-
Zaïre	368 000	336 853	-	336 853	31 147
Zambie	50 000	50 000	-	50 000	-
Pays divers	208 158	140 000	-	140 000	68 158
Réserve non allouée	6 967 742	-	-	-	6 967 742
	17 780 142	5 539 545	-	5 539 545	7 240 597

II. Vente de disques et réserve pour les campagnes d'appel de fonds

Recettes et dépenses de 1982

(En dollars des Etats-Unis)

	Vente de disques	Réserves pour les campagnes d'appel de fonds
Solde au 1er janvier 1982	273 890	200 000
<u>Recettes</u>		
Vente (bénéfice net)	22 035	-
<u>Dépenses</u>		
Projet concernant la planification préalable de mesures à prendre en cas d'urgence	-	-
Solde au 31 décembre 1982	295 925	200 000

III. Autres programmes spéciaux

Disponibilités et dépenses en 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Total	Soldes non engagés au 31 décembre 1982
		En espèces	En nature		
1. <u>Opération de Chypre</u>	10 937 376				
Agriculture	828	618	-	828	618
Matériel de communication	52	828	-	52	828
Enseignement	615	000	-	615	000
Santé	4	289	250	4	289
Aide polyvalente	164	466	-	164	466
Abris	3	368	126	3	368
Aide d'appoint	167	699	-	167	699
Transports	15	000	-	15	000
Appui au programme et administration	304	028	-	304	028
				1 132 361	
Total	10 937 376	9 805 015	-	9 805 015	1 132 361
2. <u>Départs organisés du Viet Nam</u>	2 797 809				
Réinstallation	1 650 000	-		1 650 000	-
Appui au programme et administration	334 148	-		334 148	-
				813 661	
Total	2 797 809	1 984 148	-	1 984 148	813 661

Tableau 5 (suite)

	Total des fonds disponibles	En espèces	En nature	Total	Dépenses	Soldes non engagés au 31 décembre 1982
Programmes						
3. <u>Formation linguistique en Asie du Sud-Est</u>	1 067 698					
Enseignement		968 790		968 790	-	98 908
	1 067 698	968 790		968 790	-	98 908
	Total					
4. <u>Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens rentrés dans leur pays</u>	2 552 910					
Alimentation		-	88 790	88 790	-	-
Aide polyvalente	1 993 759	-	1 993 759	1 993 759	-	-
Appui au programme et administration	98 667	-	98 667	98 667	-	-
	2 552 910	2 092 426	88 790	2 181 216	371 694	
	Total					
5. <u>Programme de lutte contre la piraterie en Asie du Sud-Est</u>	3 673 653					
Aide polyvalente	3 672 275		-	3 672 275	-	1 378
	Total					

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Soldes non engagés au 31 décembre 1982	
	En espèces	En nature	Total		
6. Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés d'Afrique australe					
Vêtements	-	13 799	13 799		
Enseignement	416 675	-	416 675		
Santé	-	211 006	211 006		
Aide Polyvalente	-	448 927	448 927		
Abris	-	32 405	32 405		
				2 114 423	
Total.	3 237 235	416 675	706 137	1 122 812	2 114 423
7. Assistance aux réfugiés tchadiens rentrés dans leur pays					
Alimentation	-	10 333	10 333		
Aide polyvalente	3 805 087	1 056 280	4 861 367		
Rapatriement	50 000	-	50 000		
Appui au programme et administration	704 720	-	704 720		
				1 735 586	
Total.	7 362 006	4 559 807	1 066 613	5 626 420	1 735 586
8. Assistance aux réfugiés éthiopiens rentrés dans leur pays					
Aide polyvalente	4 049 756	-	4 049 756		
Appui au Programme et administration	218 502	-	218 502		
				3 397 323	
Total	7 665 581	4 268 258	-	4 268 258	3 397 323

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles		Dépenses		Total	Solde non engagés au 31 décembre 1982
	En espèces	En nature	Total	Dépenses		
9. Assistance aux réfugiés rwandais restés en Ouganda ou rentrés dans leur pays	5 305 632					
Couvertures						
Aide d'urgence	3 972 961	-	125 708	-	125 708	-
Santé	-	68 778	3 972 961	68 778	68 778	-
Aide polyvalente	-	81 690	81 690	81 690	81 690	-
Transports	-	120 000	120 000	120 000	120 000	-
Appui au programme et administration	10 799	-	10 799	-	10 799	-
						925 696
Total	5 305 632	3 983 760	396 176	4 379 936	925 696	
10. Autres fonds d'affectation spéciale						
<u>Algérie</u>	52 750	-	52 750	-	52 750	-
Alimentation						
<u>Angola</u>	646 000					
Ustensiles de ménage	95 000	-	95 000	-	95 000	
Alimentation	-	351 000	351 000	-	351 000	
Véhicules	200 000	-	200 000	-	200 000	
<u>Autriche</u>	1 132 075	-	1 132 075	-	1 132 075	-
Aide polyvalente						

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	En espèces	En nature	Total	Dépenses	Soldes non engagés au 31 décembre 1982
<u>Bangladesh</u>	601 406	-	-	601 406	-	-
<u>Assistance humanitaire</u>						
<u>Bangladesh/Birmanie</u>						
Rapatriement	601 406	-	-	601 406	-	-
<u>Belgique</u>	1 119 986					
Intégration locale		277 108	-	277 108		
Appui au programme et administration		47 950	-	47 950		
<u>Botswana</u>	20 000	-	-	20 000	-	-
Aide d'appoint		20 000	-	20 000		
<u>Chine</u>	47 666					
Santé		47 666	-	47 666		
<u>Djibouti</u>	99 266					
Santé		-	16 623	16 623		
Aide polyvalente		-	82 643	82 643		
<u>Egypte</u>	45 278					
Intégration locale	18 180	-	-	18 180		
Aide d'appoint	9 000	-	-	9 000		
						18 098

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Total	Solde non engagés au 31 décembre 1982
	En espèces	En nature			
<u>Etats-Unis d'Amérique</u>	11 757	-	11 757	11 757	-
Aide polyvalente	-	-	-	-	-
<u>Ethiopie</u>	32 000	-	25 000	25 000	-
Alimentation	-	-	-	-	-
Aide d'appoint	7 000	-	-	7 000	-
<u>Honduras</u>	1 809 521	-	1 018 250	1 018 250	-
Alimentation	-	-	74 056	74 056	-
Santé	-	707 215	-	717 215	-
Aide polyvalente	10 000	-	-	-	-
<u>Hong-kong</u>	184 502	-	-	-	-
Santé	184 502	-	-	184 502	-
<u>Japon</u>	52 822	-	-	-	-
Intégration locale	27 530	-	-	27 530	-
Appui au programme et administration	25 292	-	-	25 292	-
<u>Kenya</u>	47 279	-	-	-	-
Santé	-	26 425	26 425	26 425	-
Aide d'appoint	20 854	-	-	20 854	-

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Total	Soldes non engagés au 31 décembre 1982
		En espèces	En nature		
Lesotho	99 386				
Aide d'appoint	78 700	-		78 700	20 686
Liban	1 124 110				
Aide polyvalente	-			1 118 110	1 118 110
<u>Action spéciale au Liban</u>					
Intégration locale	6 000	-		6 000	-
Ouganda	841 251				
Alimentation	-			12 000	12 000
Santé	-			16 625	16 625
Aide polyvalente	600 000	-			600 000
Véhicules	-			11 013	11 013
<u>Assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées en Ouganda</u>	22 440				
					224 053
Pakistan	24 904 888				
Alimentation	-			21 891 966	21 891 966
Santé	-			73 003	73 003
Transports	2 724 200	-			2 724 200
Véhicules	-			20 383	20 383
Appui au programme et administration	33 015	-			33 015
					162 321
Philippines	350 987				
Formation linguistique	196 562	-			196 562
					154 425

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Total	Solde non engagés au 31 décembre 1982
	En espèces	En nature			
<u>République arabe syrienne</u>	8 197	8 197	-	-	8 197
Intégration locale					-
<u>République démocratique populaire lao</u>	1 698 258				
Agriculture	182 194	-			182 194
Alimentation	497 238	62 400			559 638
Aide polyvalente	223 000	-			223 000
Appui au programme et administration	3 998	-			3 998
				729 428	
<u>République-Unie de Tanzanie</u>	20 000				
Aide d'appoint	20 000	-			20 000
<u>République-Unie du Cameroun</u>	1 757 754				
Alimentation	-	1 757 754		1 757 754	
<u>Rwanda</u>	30 000				
Alimentation	-	30 000		30 000	
<u>Somalie</u>	5 305 121				
Agriculture	46 000	-			46 000
Matiériel de communication	-	139 189			139 189
Enseignement	-	243 705			243 705
Alimentation	-	2 578 768			2 578 768
Handicapés	69 440	-			69 440
Santé	-	104 813			104 813
Aide polyvalente	-	131 115			131 115
					1 992 091

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Total	Soldes non engagés au 31 décembre 1982
		En espèces	En nature		
Soudan	3 315 909				
Matériel de communication	-	112 078		112 078	
Enseignement	721 112	-		721 112	
Alimentation	-	340 146		340 146	
Santé	-	93 327		93 327	
Intégration locale	419 867	-		419 867	
Abris	-	296 342		296 342	
Véhicules	-	33 465		33 465	
			1 299 572		
Swaziland	39 000				
Aide d'appoint	39 000	-	39 000		
Thaïlande	3 175 010				
Alimentation	2 261 000		776 659	3 037 659	
Aide polyvalente	-	137 351		137 351	
Viet Nam	50 000				
Aide polyvalente	50 000	-	50 000		
Zaire	1 919 825				
Alimentation	-	28 516		28 516	
Santé	-	4 639		4 639	
Aide polyvalente	-	54 705		54 705	
Aide d'appoint	1 000	-		1 000	
Transports	1 000 000	-		1 000 000	
Rapatriement/réadaptation des réfugiés zairois	186 856				
					1 017 821

Tableau 5 (suite)

Programmes	Total des fonds disponibles	Dépenses		Total	Soldes non engagés au 31 décembre 1982
	En espèces	En nature			
<u>Zambie</u>	808 015	-	-	710 172	710 172
Alimentation	-	97 843	710 172	97 843	-
Aide d'appoint	-	-	-	-	-
<u>Zimbabwe</u>	184 156	-	-	-	-
Aide d'appoint	25 000	-	-	25 000	-
Fonds d'affectation spéciale pour le Zimbabwe	-	-	-	-	-
Rapatriement	99 324	-	-	99 324	59 832
<u>Divers</u>	-	-	-	-	-
Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés handicapés	493 343	180 000	-	180 000	313 343
Administrateurs auxiliaires	2 472 163	1 498 761	-	1 498 761	973 402
Aide polyvalente	60 000	60 000	-	60 000	-
Promotion de la protection internationale	2 160	-	-	-	2 160
Réinstallation	93 590	88 232	-	88 232	5 358
Aide d'appoint	51 866	1 675	-	1 675	50 191
Appui au programme et administration	1 783 431	1 428 777	-	1 428 777	354 654
Autres fonds d'affectation spéciale	-	-	-	-	-
- montants non encore engagés	18 717 008	-	-	-	-
Total	75 417 032	15 436 448	33 091 213	48 527 661	26 889 371

ETAT DES PROJETS D'EXERCICES ANTERIEURS AU 31 DECEMBRE 1982 - ENSEMBLE DES FONDS

Engagements réglés et engagements non réglés par pays/zone et opération

(En dollars des Etats-Unis)

Pay/s/zone/opération et origine des fonds	Engagements non réglés au 1er janvier 1982		Décaissements en 1982	Engagements annulés en 1982	Engagements non réglés au 31 décembre 1982
	Programmes généraux	Programme annuel			
Algérie	1 624 999	1 624 999	-	-	-
Allemagne, République fédérale d'	15 321	6 610	8 711	-	-
Amérique latine					
Pays de l'Amérique latine septentrionale	1 924 512	813 822	225 066	885 624	
Pays de l'Amérique latine méridionale	89 194	54 032	33 778	1 384	
Pays de l'Amérique latine du Nord-Ouest	15 200	-	15 200	-	
Angola	3 407 018	1 463 748	1 930 020	13 250	
Argentine	383 228	365 464	17 764	-	
Asie occidentale	88 575	23 080	45 495	20 000	
Australie	24 568	16 153	8 415	-	
Autriche	35 000	35 000	-	-	
Bénin	785	600	185	-	
Belgique	4 125	2 280	1 845	-	
Botswana	15 621	12 075	3 546	-	
Burundi	776 468	129 945	-	646 523	
Canada	10 438	5 367	5 071	-	
Chili	82 333	80 040	2 293	-	
Chine	1 127 197	1 118 215	8 982	-	
Cypre	64	64	-	-	
Congo	40 940	21 027	13 889	-	
Côte d'Ivoire	4 000	4 000	-	-	
Djibouti	2 347 044	667 679	1 384 584	294 781	
Egypte	254 934	242 314	12 620	-	
Espagne	12 626	12 354	272	-	
Etats-Unis d'Amérique	14 398	12 016	2 382	-	
Ethiopie	66 792	59 560	7 232	-	
France	48 204	12 250	35 954		
Gabon	3 782	100	3 682		
Gambie	32 862	388	32 474		
Ghana	111 345	92 656	18 689		
Grèce	6 012	5 710	302		
Haute-Volta	2 494	-	2 494		

Tableau 6 (suite)

ETAT DES PROJETS D'EXERCICES ANTERIEURS AU 31 DECEMBRE 1982 - ENSEMBLE DES FONDS
Engagements réglés et engagements non réglés au pays/zone et opération

(En dollars des Etats-Unis)

Programme annuel (suite)	Pays/zone/opération et origine des fonds	Engagements non réglés au 1er janvier 1982		Décaissements en 1982	Engagements annulés en 1982	Engagements non réglés au 31 décembre 1982
		Engagements non réglés au 1er janvier 1982	Décaissements en 1982			
Hong-kong		939 841	427 288		512 553	-
Inde		95 994	6 070		89 924	-
Indonésie		872 813	291 768		581 045	-
Irlande		7 508	-		-	7 508
Italie		8 869	7 542		1 327	-
Japon		69	67		2	-
Kenya		584 524	57 993		520 771	5 760
Lesotho		344 325	206 150		130 362	7 813
Liban		18 067	11 943		6 124	-
Libéria		14 461	9 994		4 467	-
Macao		105 721	3 447		102 274	-
Malaisie		1 867 189	1 189 972		156 657	520 560
Mali		3 722	66		3 656	-
Mexique		3 325	-		3 325	-
Mozambique		39 136	7 921		31 215	-
Niger		2 027	294		1 733	-
Nigéria		483 776	185 857		219 670	78 249
Ouganda		1 286 577	986 776		299 801	-
Pakistan		23 431 467	15 290 140		7 641 327	500 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée		50 000	50 000		-	-
Pérou		42 019	37 638		4 381	-
Philippines		162 534	143 523		19 011	-
Portugal		13 434	4 630		8 804	-
République centrafricaine		496 293	246 769		29 840	219 684
République de Corée		27 231	6 360		20 871	-
République démocratique populaire lao		261 958	70 445		191 513	-
République socialiste du Viet Nam		2 706 515	1 725 449		133 829	847 237
République-Unie de Tanzanie		3 068 553	2 981 007		87 384	162
République-Unie du Cameroun		5 750 218	425 911		5 200 151	124 156
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		77 226	65 542		11 684	-
Rwanda		44 710	18 674		26 036	-
Sénégal		33 694	13 209		20 485	-
Sierra Leone		239 355	237 637		1 718	-
Singapour		150 339	29 379		120 960	-
Scamie		17 602 660	9 602 845		6 332 555	1 667 260
Soudan		6 874 440	3 265 629		2 373 891	1 234 920
Suisse		6 000	6 000		-	-

Tableau 6 (suite)

ETAT DES PROJETS D'EXERCICES ANTERIEURS AU 31 DECEMBRE 1982 - ENSEMBLE DES FONDS

Engagements réglés et engagements non réglés par pays/zone et opération

(En dollars des Etats-Unis)

Programme annuel (suite)	Engagements non réglés au 1er janvier 1982		Décaissements en 1982		Engagements annulés en 1982		Engagements non réglés au 31 décembre 1982	
	Pays/zone/opération et origine des fonds	Engagements non réglés au 1er janvier 1982	Décaissements en 1982	Engagements annulés en 1982	Engagements non réglés au 31 décembre 1982	Engagements annulés en 1982	Engagements non réglés au 31 décembre 1982	Engagements non réglés au 31 décembre 1982
Swaziland	642 656		514 590		41 275		86 791	
Thaïlande	5 158 581	2 447 857	2 710 724		-		-	
Togo	62 046	30 050	1 878		30 118		-	
Turquie	21 424	10 475	10 949		-		-	
Yougoslavie	51 181	50 847	334		-		-	
Zaire	3 719 491	3 484 092	128 308		107 091		-	
Zambie	523 586	442 989	43 248		37 349		-	
Zimbabwe	8 317	-	8 317		-		-	
Autres pays de l'Afrique occidentale	4 600	487	4 113		-		-	
Autres pays asiatiques	649 287	90 077	559 210		-		-	
Allocations globales	2 052 021	682 325	599 488		770 208		-	
Total partiel	93 179 859	52 249 272	32 818 135		8 112 452		-	
 - Fonds extraordinaire								
Autriche	2 000 000	500 000	-		1 500 000		-	
Nicaragua	26 500	22 192	4 308		-		-	
Nigéria	507 086	4 593	502 493		-		-	
Soudan	2 549 471	1 460 220	16 459		1 072 792		-	
Total partiel	5 083 057	1 987 005	523 260		2 572 792		-	
 Programmes spéciaux								
Compte d'éducation	13 009	8 485	4 524		-		-	
Algérie								
Amérique latine								
Pays de l'Amérique latine septentrionale	87 482	49 058	14 244		24 180		-	
Pays de l'Amérique latine du Nord-Ouest	6 600	-	6 600		-		-	

Tableau 6 (suite)

ETAT DES PROJETS D'EXERCICES ANTERIEURS AU 31 DECEMBRE 1982 - ENSEMBLE DES FONDS

Engagements réglés et engagements non réglés par pays/zone et opération

(En dollars des Etats-Unis)

Pays/zone/opération et origine des fonds	Engagements non réglés au 1er janvier 1982	Décalisements en 1982	Engagements annulés en 1982	Engagements non réglés au 31 décembre 1982
<u>Programmes spéciaux (suite)</u>				
Asie occidentale				
Bénin	120 408	56 315	64 093	-
Burundi	8 831	565	8 266	-
Congo	77 687	57 918	19 769	-
Djibouti	24 788	15 075	-	9 713
Egypte	17 777	2 881	14 896	-
Ethiopie	691 624	458 788	232 836	-
Gabon	25 000	14 547	-	10 453
Kenya	27 503	13 048	14 455	-
Libéria	139 674	63 256	76 418	-
Nigéria	2 382	2 382	-	-
Ouganda	151 723	59 132	38 723	53 868
Pakistan	54 543	19 673	32 384	2 486
République centrafricaine	15 000	15 000	-	-
République-Unie de Tanzanie	147 030	49 416	97 582	-
République-Unie du Cameroun	45 530	42 107	3 423	-
Rwanda	106 084	47 738	58 346	-
Sénégal	81 686	60 695	20 991	-
Sierra Leone	223 263	211 317	11 946	-
Somalie	31 955	31 955	-	-
Soudan	27 675	13 819	11 000	2 856
Zaïre	155 379	16 358	43 880	95 141
Zambie	122 590	35 803	18 151	68 636
Autres pays de l'Afrique occidentale	54 641	25 301	29 340	-
Allocations globales	63 952	43 130	-	20 822
Total partiel	130 672	95 152	-	35 520
2 654 458	1 508 916	821 867	323 675	
<u>Autres programmes spéciaux</u>				
Vente de disques	130 000	-	-	130 000
Opération de Chypre	5 420 240	4 999 837	29 573	390 830
Centres d'accueil en Asie du Sud-Est	4 372 090	831 645	3 540 445	-
Départs organisés du Viet Nam	347 287	273 802	73 485	-

Tableau 6 (suite)

ETAT DES PROJETS D'EXERCICES ANTERIEURS AU 31 DECEMBRE 1982 - ENSEMBLE DES FONDS

Engagements réglés et engagements non réglés par pays/zone et opération

(En dollars des Etats-Unis)

Pays/zone/opération et origine des fonds	Engagements non réglés au 1er janvier 1982	Décaissements en 1982	Engagements annulés en 1982	Engagements non réglés au 31 décembre 1982
Programmes spéciaux (suite)				
<u>Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens</u>	12 248 679	4 220 894	7 600 101	427 684
<u>Assistance humanitaire Bangladesh/Birmanie</u>	885 974	170 354	520	715 100
<u>Formation linguistique en Asie du Sud-Est</u>	2 747 970	2 013 600	414 877	319 493
<u>Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens rentrés dans leur pays</u>	2 567 606	2 221 218	58 983	287 405
<u>Fonds d'affectation spéciales pour les réfugiés d'Afrique australe</u>	3 502 821	3 005 363	60 571	436 887
<u>Assistance humanitaire à l'Ouganda</u>	354 437	327 892	26 545	-
<u>Assistance humanitaire au Zimbabwe</u>	1 259 289	1 211 229	48 060	-
<u>Programme d'assistance en Indochine</u>	367 256	33 346	250 708	83 202
<u>Assistance humanitaire dans la Corne de l'Afrique</u>	221 281	8 877	202 404	10 000
<u>Réadaptation/rapatriement des réfugiés zaïrois</u>	209 983	2 778	207 205	-
<u>Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés zimbabwéens</u>	122 125	39 464	82 661	-
<u>Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés sahraouis</u>	157 495	96 765	11 088	49 342
<u>Assistance aux réfugiés tchadiens rentrés dans leur pays</u>	4 015 443	3 074 511	832 272	108 660
<u>Fonds spécial pour des solutions durables</u>	117 650	45 738	-	71 912
<u>Assistance aux réfugiés éthiopiens rentrés dans leur pays</u>	5 982 759	5 982 759	-	-
<u>Autres fonds d'affectation spéciale</u>				
<u>Allemagne, République fédérale d'</u>	763	225	538	-
<u>Amérique latine méridionale</u>	5 000	5 000	-	-
<u>Angola</u>	30 029	8 074	21 955	-
<u>Belgique</u>	886 189	40 750	845 439	-
<u>Botswana</u>	2 668	1 877	-	791

Tableau 6 (suite)

ETAT DES PROJETS D'EXERCICES ANTERIEURS AU 31 DECEMBRE 1982 - ENSEMBLE DES FONDS

Engagements réglés et engagements non réglés par pays/zone et opération

(En dollars des Etats-Unis)

Pays/zone/opération et origine des fonds	Engagements non réglés au 1er janvier 1982	Décaissements en 1982	Engagements annulés en 1982	Engagements non réglés au 31 décembre 1982
<u>Autres fonds d'affectation spéciale (suite)</u>				
Chine	176	10	166	-
Djibouti	36 176	7 920	7 962	20 294
Egypte	2 493	2 038	455	-
Ethiopie	150 410	46 133	4 101	100 176
Japon	42 894	23 807	-	19 087
Kenya	13 327	13 327	-	-
Lesotho	25 535	21 380	4 155	-
Liban	106 948	106 948	-	-
Mozambique	9 989	176	9 813	-
Ouganda	3 000	-	3 000	-
Pakistan	3 244 642	3 206 822	37 820	-
Philippines	67 118	30 698	31 020	5 400
République démocratique populaire lao	1 534 854	1 051 668	89 090	394 096
République-Unie de Tanzanie	1 125 267	495 884	50	629 333
République-Unie du Cameroun	672 348	622 692	39 708	9 948
Rwanda	15 645	15 645	-	-
Somalie	8 574 551	3 160 663	200 000	5 213 888
Soudan	645 863	228 653	56 848	360 362
Swaziland	12 689	12 466	223	-
Viet Nam	758 808	385 549	3 093	370 166
Zaïre	3 348 592	2 498 232	11 020	839 340
Zambie	768 499	768 499	-	-
Zimbabwe	86 778	26 771	60 007	-
Siège et divers	572 539	183 681	109 271	279 587
Total partiel	67 773 875	41 525 660	14 975 232	11 272 983
Total	168 691 249	97 270 853	49 138 494	22 281 902

Tableau 7

ETAT DES ENGAGEMENTS AU 31 DECEMBRE 1982 - ENSEMBLE DES FONDS

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Programmes généraux			Programmes spéciaux			
	Programmes annuels		Fonds	Compte	Vente	Autres	
	Programme d'exercices de 1982	antérieurs	extra-ordinaire	d'éducation des réfugiés	de disques	programmes spéciaux b/	Total
<u>Engagements non réglés au 1er janvier 1982</u>	-	93 180	5 083	2 654	130	67 644	168 691
Dépenses engagées en 1982	313 059	-	5 825	5 540	-	82 536	406 960
Total	313 059	93 180	10 908	8 194	130	150 180	575 651
<u>Engagements réglés en 1982</u>							
Par décaissements/par livraison	240 541	52 250	6 535	3 163	-	84 459	386 948
Par annulation	-	32 818	523	822	-	14 975	49 138
Total	240 541	85 068	7 058	3 985	-	99 434	436 086
<u>Engagements non réglés au 31 décembre 1982</u>							
Engagements de l'année 1982	72 518	-	1 277	3 885	-	39 603	117 283
Engagements d'exercices antérieurs a/	-	8 112	2 573	324	130	11 143	22 282
Total des engagements non réglés	72 518	8 112	3 850	4 209	130	50 746	139 565
Dont : En espèces	69 278	8 083	3 850	4 209	130	22 388	107 938
En nature	3 240	29	-	-	-	28 358	31 627
a/ Ventilation chronologique par année au 31 décembre 1982 :							
1978	-	-	-	-	-	47	47
1979	-	-	-	-	-	119	119
1980	-	401	-	28	-	1 404	1 833
1981	-	7 711	2 573	296	130	9 573	20 283
Total	-	8 112	2 573	324	130	11 141	22 282

b/ On trouvera en annexe au présent tableau la ventilation par opération.

Annexe au tableau 7

ETAT DES ENGAGEMENTS AU 31 DECEMBRE 1982 - AUTRES PROGRAMMES SPECIAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Opération de Chypre	Départs organisés du Viet Nam	Formation linguistique en Asie du Sud-Est	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés kampuchéens rentrés dans leur pays	Programme contre la piraterie en Asie du Sud-Est
Engagements non réglés au 1er janvier 1982					
		5 420	347	2 748	2 568
Dépenses engagées en 1982		9 805	1 984	969	2 181
Total		15 225	2 331	3 717	4 749
Engagements réglés en 1982					
Par décaissement/par livraison		12 757	1 844	2 367	2 798
Par annulation		30	73	415	59
Total		12 787	1 917	2 782	2 857
Engagements non réglés au 31 décembre 1982					
Engagements de l'année 1982		2 047	414	616	1 604
Engagements d'exercices antérieurs a/		391	-	319	288
Total des engagements non réglés		2 438	414	935	1 892
Dont : En espèces		2 438	414	935	1 892
En nature		-	-	-	-
a/ Ventilation chronologique par année au 31 décembre 1982 :					
1978		6	-	-	-
1979		-	-	-	-
1980		99	-	-	288
1981		286	-	319	-
Total		391	-	319	288

Annexe au tableau 7 (suite)

	Fonds d'affectation spéciale pour les réfugiés d'Afrique australe	Assistance aux réfugiés tchadiens rentrés dans leur pays	Assistance aux réfugiés éthiopiens rentrés dans leur pays	Assistance aux réfugiés rwandais restés en Ouganda ou rentrés dans leur pays	Autres fonds d'affectation spéciale	Assistance aux réfugiés rwandais
Engagements non réglés au 1er janvier 1982	3 503	4 015	5 983	-	43 060	67 644
Dépenses engagées en 1982	1 123	5 627	4 268	4 380	48 527	82 536
Total	4 626	9 642	10 251	4 380	91 587	150 180
Engagements réglés en 1982						
Par décaissement/ par livraison	3 792	7 928	7 569	2 277	39 455	84 459
Par annulation	61	832	-	-	13 505	14 975
Total	3 853	8 760	7 569	2 277	52 960	99 434
Engagements non réglés au 31 décembre 1982						
Engagements de l'année 1982	336	773	2 682	2 103	29 028	39 603
Engagements d'exercices antérieurs a/	437	109	-	-	9 599	11 143
Total des engagements non réglés	773	882	2 682	2 103	38 627	50 746
Dont : En espèces	452	882	2 682	1 953	10 740	22 388
: En nature	321	-	-	150	27 887	28 358
<hr/>						
a/ Ventilation chronologique par année au 31 décembre 1982 :						
1978	-	-	-	-	41	47
1979	-	-	-	-	119	119
1980	-	-	-	-	1 017	1 404
1981	437	109	-	-	8 422	9 573
Total	437	109	-	-	9 599	11 143

Tableau 8

PRÊTS ACCORDÉS À DES REFUGIÉS OU EN LEUR FAVEUR
(En dollars des Etats-Unis)

	Pour l'année 1982	Taux cumulatifs au 31 décembre 1982
Total des prêts accordés	-	16 362 777
Ajustements		
Sommes non utilisées remboursées par des agents d'exécution	(1 293 158)	(817 068)
Ajustements de change	<u>3 462 839</u>	<u>3 462 839</u>
		19 008 548
Règlements		
Reboursements	(421 430) a/	(9 689 262)
Conversion de prêts en dons/passation par profits et pertes	(6 364)	(755 773)
Frais de recouvrement et autres frais des agents d'exécution	(15 996)	(301 326)
		(10 746 361)
Total des prêts non remboursés au 31 décembre 1982		8 262 187
Dont montants à rembourser dès réception :		
A la Fondation Calouste Gulbenkian		(10 962)
Au Conseil norvégien pour les réfugiés		(40 833)
A des agents d'exécution pour frais de recouvrement		(444 521)
Total des prêts remboursables au Haut Commissariat au 31 décembre 1982		7 765 871 b/

a/ Ventilation des remboursements :

HCR	415 128
Conseil norvégien pour les réfugiés	1 382
Fondation Gulbenkian	4 920

b/ Ventilation selon l'origine des fonds :

Programmes annuels de 1963 à 1982	60 511
Grands programmes d'assistance	7 702 071
Fonds d'affectation spéciale	3 289

7 765 871

Tableau 9

PLACEMENTS AU 31 DECEMBRE 1982

(En dollars des Etats-Unis)

Banques	Délai	Taux d'intérêt (pourcentage annuel)	Echéance	Montant	Intérêts échus
<u>Comptes à vue avec préavis de retrait</u>					
Citibank Zürich	2 jours	9		3 600 000	-
<u>Comptes de dépôt</u>					
<u>Deutsche mark</u>					
Bayerische Landesbank, Londres DM2 000 000	6 mois	9 1/16	2 fév. 1983	800 000	30 410
<u>Dollars des Etats-Unis</u>					
Tokai Bank, Londres	3 mois	11 7/8	6 janv. 1983	5 000 000	141 840
Banco Hispano Americano, Barcelone	3 mois	11 7/8	6 janv. 1983	3 000 000	85 104
Den Norske Creditbank, Luxembourg	3 mois	11 13/16	6 janv. 1983	3 000 000	84 656
Crédit Lyonnais, Genève	7 jours	9 5/8	6 janv. 1983	2 000 000	535
Banque scandinave en Suisse, Genève	7 jours	10 1/8	6 janv. 1983	4 000 000	1 125
First National Bank of Boston, Londres	7 jours	10 1/8	7 janv. 1983	4 000 000	-
Chemical Bank, Zurich	6 mois	15 7/8	10 janv. 1983	5 000 000	388 056
Standard Chartered Bank, Londres	6 mois	15 15/16	10 janv. 1983	3 000 000	233 750
Irving Trust Co., Londres	6 mois	15 7/8	10 janv. 1983	5 000 000	388 056
Bank of America, Londres	7 mois	16 9/16	31 janv. 1983	3 000 000	253 958
Continental Bank, Londres	7 mois	16 9/16	31 janv. 1983	4 000 000	338 611
Amsterdam Rotterdam Bank, Amsterdam	1 mois	9 5/16	31 janv. 1983	3 000 000	-
Société de Banque suisse, Genève	4 mois	12	7 fev. 1983	6 000 000	172 000
Oesterreichische Nänderbank, Vienne	4 mois	11 7/8	7 fév. 1983	6 000 000	170 208
Chemical Bank, Zürich	4 mois	11 1/2	7 fév. 1983	5 000 000	137 361
Banca Nazionale del Lavoro, Londres	4 mois	11 15/16	7 fév. 1983	3 000 000	85 552
Nordic Bank, Londres	4 mois	11 15/16	7 fév. 1983	3 000 000	95 552
Privatbanken, Copenhague	4 mois	11 15/16	7 fév. 1983	2 000 000	57 037
Banco de Santander, Madrid	5 mois	12 3/4	22 fév. 1983	2 000 000	70 833
Bank of Nova Scotia, Londres	4 mois	10	25 fév. 1983	3 000 000	55 833
Nordic Bank, Londres	4 mois	10 1/16	25 fév. 1983	2 000 000	37 455
Banco de Santander, Madrid	5 mois	12 3/16	7 mar. 1983	4 000 000	116 458
Banque de Paris et des Pays-Bas, Genève	3 mois	9 3/4	7 mar. 1983	5 000 000	33 854
Bank of Tokyo, Londres	3 mois	9 13/16	7 mar. 1983	5 000 000	34 071
Saudi International Bank, Londres	6 mois	12 7/8	22 mar. 1983	2 000 000	71 528
Mitsubishi Bank, Londres	6 mois	12 7/8	22 mar. 1983	4 000 000	143 056
Tokai Bank, Londres	6 mois	12 7/8	22 mar. 1983	3 000 000	107 292
European Arab Bank, Bruxelles	6 mois	12 7/8	22 mar. 1983	2 000 000	71 528
Société générale de banque, Bruxelles	5 mois	10 1/16	25 mar. 1983	4 000 00	74 910

Tableau 9 (suite)

Banques	Délai	Taux d'intérêt (pourcentage annuel)	Echéance	Montant	Intérêts échus
Union de Banques Arabes et Françaises, Paris	5 mois	10 1/16	25 mar. 1983	4 000 000	74 910
Canadian Imperial Bank of Commerce, Londres	5 mois	10 1/16	25 mar. 1983	5 000 00	93 637
Deutsche Bank, Francfort	5 mois	10	25 mar. 1983	5 000 00	93 056
Banque belge, Londres	3 mois	9 3/8	30 mar. 1983	2 000 000	521
International Westminster Bank, Londres	3 mois	9 5/16	30 mar. 1983	3 000 000	776
Midland Bank, Londres	6 mois	12 1/16	6 avr. 1983	4 000 000	115 264
Syndicate Bank, Londres	6 mois	12 5/16	6 avr. 1983	3 000 000	88 240
Saudi International Bank, Londres	4 mois	9 15/16	6 avr. 1983	2 000 000	13 802
Australia and New Zealand Banking Group, Londres	4 mois	9 7/8	6 avr. 1983	3 000 000	20 573
Commonwealth Trading Bank of Australia, Londres	4 mois	9 7/8	6 avr. 1983	3 000 000	20 573
Deutsche Gironzentrale, Luxembourg	4 mois	9 15/16	6 avr. 1983	5 000 000	34 505
Société Générale, Paris	4 mois	9 7/8	6 avr. 1983	4 000 000	27 431
Misui Bank, Londres	4 mois	9 15/16	6 avr. 1983	5 000 000	34 505
Standard Chartered Bank, Londres	4 mois	9 7/8	6 avr. 1983	2 000 000	13 715
The Chase Manhattan Bank, Paris	4 mois	9 7/8	6 avr. 1983	5 000 000	34 288
Royal Bank of Canada, Paris	5 mois	9 7/8	11 avr. 1983	4 000 000	55 958
Banco do Brazil, Londres	5 mois	10	11 avr. 1983	3 000 000	42 500
Nederlandse Credietbank, Amsterdam	6 mois	9 7/8	10 mai 1983	5 000 000	69 948
Samuel Montagu et Co., Londres	6 mois	9 15/16	10 mai 1983	2 000 000	28 156
Commonwealth Trading Bank of Australia, Londres	5 mois	9 9/16	31 mai 1983	3 000 000	797
Royal Bank of Canada, Londres	6 mois	10 1/16	6 juin 1983	3 000 000	20 963
Banque Worms, Paris	6 mois	10 1/8	6 juin 1983	4 000 000	29 125
Algemene Bank Nederland, Amsterdam	6 mois	10 1/16	6 juin 1983	2 000 000	13 976
Scandinavian Bank, Londres	6 mois	10 1/16	6 juin 1983	4 000 000	27 951
Banco di Roma, Londres	6 mois	10 1/8	6 juin 1983	2 000 000	14 062
Société Générale de Banque, Bruxelles	6 mois	10 1/16	6 juin 1983	3 000 000	20 964
Mitsubishi Bank, Londres	6 mois	10 1/8	6 juin 1983	2 000 000	14 063
Bank of China, Londres	6 mois	9 5/8	30 juin 1983	3 000 000	-
				200 800 000	4 473 888

Annexe au tableau 9

ENCAISSE ET PLACEMENTS : 1978-1982

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	<u>1979</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>1982</u>
<u>Encaisse et placements au 31 décembre :</u>				
Comptes courants	5 729	9 972	2 635	5 322
Comptes à 48 heures	6 560	1 800	2 300	3 600
Comptes de dépôt	<u>141 482</u>	<u>146 948</u>	<u>202 953</u>	<u>200 800</u>
	<u>153 771</u>	<u>158 720</u>	<u>207 888</u>	<u>209 722</u>
<u>Montant moyen des disponibilités pendant l'année :</u>				
En compte courant	7 520	11 794	7 850	7 583
Placements (comptes à 48 heures et comptes de dépôt)	<u>96 214</u>	<u>189 457</u>	<u>168 242</u>	<u>196 185</u>
	<u>103 734</u>	<u>201 251</u>	<u>176 092</u>	<u>203 768</u>
Pourcentage de fonds placés	93 %	94 %	96 %	96 %
<u>Intérêts échus :</u>	<u>11 172</u>	<u>26 575</u>	<u>29 071 a/</u>	<u>28 745</u>
Comptes courants		315	301	204
Placements		26 260	28 770	28 541
<u>Taux moyen d'intérêt :</u>				
Sur le total moyen de l'encaisse et des placements	10,77 %	13,20 %	16,51 %	14,11 %
Sur le montant moyen des fonds placés	11,61 %	13,86 %	17,10 %	14,55 %

a/ Le montant de 28 369 000 dollars indiqué dans l'Etat II sous la rubrique "Autres recettes" se répartit comme suit :

Intérêts échus	28 745 232
Ajustements de change et frais bancaires	<u>(376 177)</u>
	<u>28 369 055</u>

IV. EXPOSE DES POLITIQUES COMPTABLES FONDAMENTALES APPLICABLES AUX CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES GEREES PAR LE HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

Politiques comptables fondamentales

1. Les comptes relatifs aux contributions volontaires destinées au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sont tenus conformément aux Règles de gestion financière des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire pour les réfugiés, publiées en 1974 et récapitulées dans le document publié sous la cote A/AC.96/503/Rev.2 du 30 juin 1981.
2. Les comptes relatifs aux contributions volontaires portent sur l'année civile. Ils sont soumis au Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies et au Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire.
3. Les fonds mis à la disposition du Haut Commissaire à d'autres fins que pour le programme annuel sont comptabilisées en tant que fonds d'affectation spéciale, réserves ou comptes spéciaux, selon le cas, conformément aux Règles de gestion financière.
4. La passation par profits et pertes des pertes sur l'encaisse, les biens ou la valeur comptable des sommes à recevoir, y compris la conversion de prêts en dons, est régie par l'article 10.6 du règlement financier. Un état de toutes les sommes passées par profits et pertes est soumis au Comité des commissaires aux comptes en même temps que les comptes annuels.

Contributions et dépenses

5. Les opérations financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité patrimoniale. Ainsi, par exemple, toutes les contributions annoncées définitivement (à l'exception des contributions aux programmes généraux de 1983 annoncées en 1982) sont comptabilisées comme recettes en 1982 même si elles intéressent des programmes dont le financement doit se prolonger en 1983 et que les dépenses correspondantes puissent donc n'être engagées qu'en 1983. De même, on entend par "dépenses" le total des dépenses engagées au 31 décembre 1982, qu'elles aient été réglées ou non. Les engagements pris en vertu d'accords ou de lettres d'instruction signés avant le 31 décembre 1982 pour des projets commençant en 1983 ne figurent pas parmi les dépenses de 1982.

Conversion des monnaies

6. Les comptes du HCR sont libellés en dollars des Etats-Unis. Les transactions effectuées dans d'autres monnaies sont converties en dollars des Etats-Unis au taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU en vigueur au moment de la transaction. A la fin de l'année, l'encaisse, les placements, les contributions annoncées mais non versées et les sommes à recevoir et à payer en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis sont convertis au taux de change applicable pour les opérations de l'ONU. Les ajustements de change sont portés au débit ou au crédit du Fonds général.

Capital fixe

7. Les biens non consomptibles acquis à l'aide des contributions volontaires au HCR et qui sont la propriété du HCR sont comptabilisés comme dépenses dans les comptes budgétaires appropriés pour l'année d'acquisition; ces biens ne figurent pas dans le bilan mais font l'objet d'inventaires distincts. La valeur comptable des biens non consomptibles acquis à l'aide des contributions volontaires au HCR figure dans les comptes financiers de l'Organisation des Nations Unies.

Investissements

8. Les fonds qui ne sont pas nécessaires dans l'immédiat sont placés à court terme conformément à l'article 9.1 du règlement financier et un rapport sur ces placements est joint aux comptes annuels (tableau 9). Les revenus des placements sont portés au crédit du Fonds général, comme le prévoit l'article 9.3 du règlement financier.

Notes relatives aux comptes

1. Les états I et II et les tableaux 1 à 9 font partie intégrante des comptes.
2. Un engagement conditionnel de 100 000 dollars était comptabilisé au 31 décembre 1982 à titre de garantie eu égard à la récupération d'une expédition de céréales.

Note

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session,
Supplément No 5E (A/37/5/Add.5).

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة
يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . احصل منها من السكرينة التي تحمل سهاماً أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНІЗАЦІЇ ОБ'ЄДНЯНИХ НАЦІЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира.. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
